

N° 665 du 12 au 19 juillet 1975 3 F50
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

tribune

socialiste



les tours de Ponia



Sommaire

- CARON-OZANNE : ils font grève et ils impriment p. 4
- CHAUSSON : la trêve
- HOPITAL : la lutte pour la vie p. 5

- CARLOS : la DST en folie p. 6
- ARMEE : portes ouvertes aux syndicats ? p. 7

- ANTINUCLEAIRE : la campagne d'été p. 8-9

- RECHERCHE : Frankenstein chez Pasteur ? p. 10

- CINEMA : Allonsanfan p. 11
- RADIO-TV : les chaînes malades de la « pub » p. 11

- LIVRE : Thorez vu par V. Fay p. 12-13
(à propos du livre de Philippe Robrieux)

- PORTUGAL : lettre de Lisbonne p. 14
- COMORES : la gifle p. 15

- ET UN BAROU D'HONNEUR p. 16

Les « vacances » du PSU

Les vacances sont là. Mais que la vie du parti ne s'arrête pas pour autant : comme l'an dernier, six rencontres militantes auront lieu, pour approfondir la discussion dans le parti (en particulier dans la perspective du programme) et permettre aux camarades présents à Paris de maintenir la liaison avec la fédération, chaque mercredi (ou presque !) à 20 h 30, rue Borromée :

— 16 juillet : « la révolution portugaise », avec G. Petiot ou « les bases sociales de l'Unité populaire » (Demaldent-Weissberg).

— 23 juillet : C.R.E. élargie : « Analyse du congrès de la CGT et des positions de la CFDT. Rapports partis-syndicats ». (Demaldent-Anne Cantou).

— 30 juillet : « on fabrique, on vend, on se paie » : quelles perspectives à ce type de luttes : coopératives ? Changer de patrons ? Nationalisations ? etc. (D. Juge, H. Duparc).

— 6 août : « La situation actuelle en Italie » (Victor Leduc).

— 20 août : C.R.E. élargie : « Rapports partis-syndicats (Y. Barou).

— 27 août : « Développement actuel de la crise et problématique du programme de transition » (M. Mousel).

● contacts dans le Var

Du 14 juillet au 15 août : Yvon Escot, les Faïsses 83 000 Draguignan (tél. 68.12.58). Après le 15 août, Guy Boisgibault, Tante Pommière, Vieille route de Grasse, 83 000 Draguignan. (Tél. 68.24.49). Et pendant toute la période, Fédé PSU du Var, BP n° 10, 83 000 Draguignan



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUE, Maurice NAJMAN, Jean PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef :
Philippe MARIÉLIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Le prochain TS paraîtra le 26 juillet : un

« spécial-vacances »...

courrier

● toujours les Panthères...

TS a donné, dans un récent numéro, une information sur les Panthères Noires en Israël. Fort bien. Nous devons en effet savoir ce qui se passe à l'intérieur du camp sioniste. Pour mieux apprécier la lutte à mener pour la libération de la Palestine.

Une remarque cependant sur cette double page : le titre du papier sur les Panthères Noires : (« le sionisme contesté de l'intérieur ») va au-delà des réalités de ce mouvement modeste, qui n'a pas encore rompu totalement le cordon ombilical qui le relie au sionisme. Lui donner trop d'importance ne me paraît pas politiquement juste. Car l'avenir juif en Palestine passe de toutes façons par la capacité de la population juive à s'insérer réellement dans la perspective d'un Etat de type nouveau, démocratique, stratégie de l'OLP. On n'en est pas encore là !

André LAUDOUE ■

Dont acte pour ce qui est de suivre ce qui se passe non seulement à l'intérieur du camp sioniste, mais plus généralement pour être attentif à la lutte des classes qui divise la population israélienne (TS ne l'avait pas fait depuis dix ans.)

Où, il s'agit d'arriver à ce que des secteurs de cette population israélienne coupent le cordon ombilical qui les relie au sionisme, comme ont commencé à le faire concrètement certains éléments des Panthères Noires, groupement peut-être modeste, mais représentatif des secteurs les plus exploités de la population juive d'Israël.

Encore ne faut-il pas en la matière poser la conclusion avant l'hypothèse. Ce n'est pas en termes d'ordre, d'exhortation morale ou de vœux pieux qu'il y aura une avancée dans le sens d'une jonction avec la lutte des Palestiniens, mais au moyen de propositions politiques valables immédiatement et concrètement sur le terrain, tant il est vrai que l'Etat de type nouveau et démocratique est présenté par l'OLP elle-même comme relevant du très long terme.

A.T. ■

● mieux équilibré !

Notre groupe a consacré sa dernière réunion à une discussion sur TS. On pense intéressant de vous faire part de nos réflexions.

D'abord, Bravo ! On trouve que TS s'améliore nettement. Mieux équilibré, plus lisible, mieux composé et mieux

présenté. Quand il y a un sujet important, on trouve préférable qu'il soit traité — plutôt que par un très long article — par plusieurs petits, unifiés par un chapeau général. Ex : la double page sur l'Espagne. Le journal devient plus agitatif et donc plus utile dans les différents secteurs d'intervention. Sans sacrifier des articles d'analyse plus poussés mais bien choisis, sur une ou deux questions-clé par numéro, il faut continuer dans le même sens.

Dans certains cas, il faudrait qu'on sente mieux l'orientation, les propositions du PSU sur un problème donné. (...) Ceci dit, le prix est trop élevé. Il est regrettable qu'on soit le plus cher des journaux d'organisations révolutionnaires. Pour nous, par exemple, cela rend la vente difficile aux lycéens.

Pour le groupe du lycée Fernat-Toulouse -
B. MASSIP ■

● AS les vaudra bien...

Ayant lu dans TS qu'un référendum sur le journal a eu lieu, je viens vous soumettre quelques suggestions personnelles.

1) A propos du sigle PSU : puisque l'autogestion est le fer de lance du parti, pourquoi ne pas l'appeler PSA (Parti socialiste autogestionnaire) ?

2) Suppression de l'appellation TS ; tribune ayant une résonance d'expression trop sélective... pour le titre du journal je propose : AS (Autogestion socialiste)... Hebdomadaire du PSA.

3) Dimensions du journal : il est souhaitable d'en finir avec un mini-journal. Dimensions souhaitables : 50 / 35, avec une douzaine de pages.

4) Rédaction du journal : donner plus d'importance à la rubrique d'expression militante (Expression de toutes les formes de luttes).

5) Politique : faire connaître et développer les objectifs politiques du parti. Le journal actuel manque de reportages critiques concernant la semaine politique écoulée... (un petit rapporteur AS mordant et humoristique serait souhaitable, car TS est un peu triste).

6) Rédaction des articles : rédiger des articles dans un style vivant et simple, donc lisibles par tous, genre dernière page de l'actuel TS.

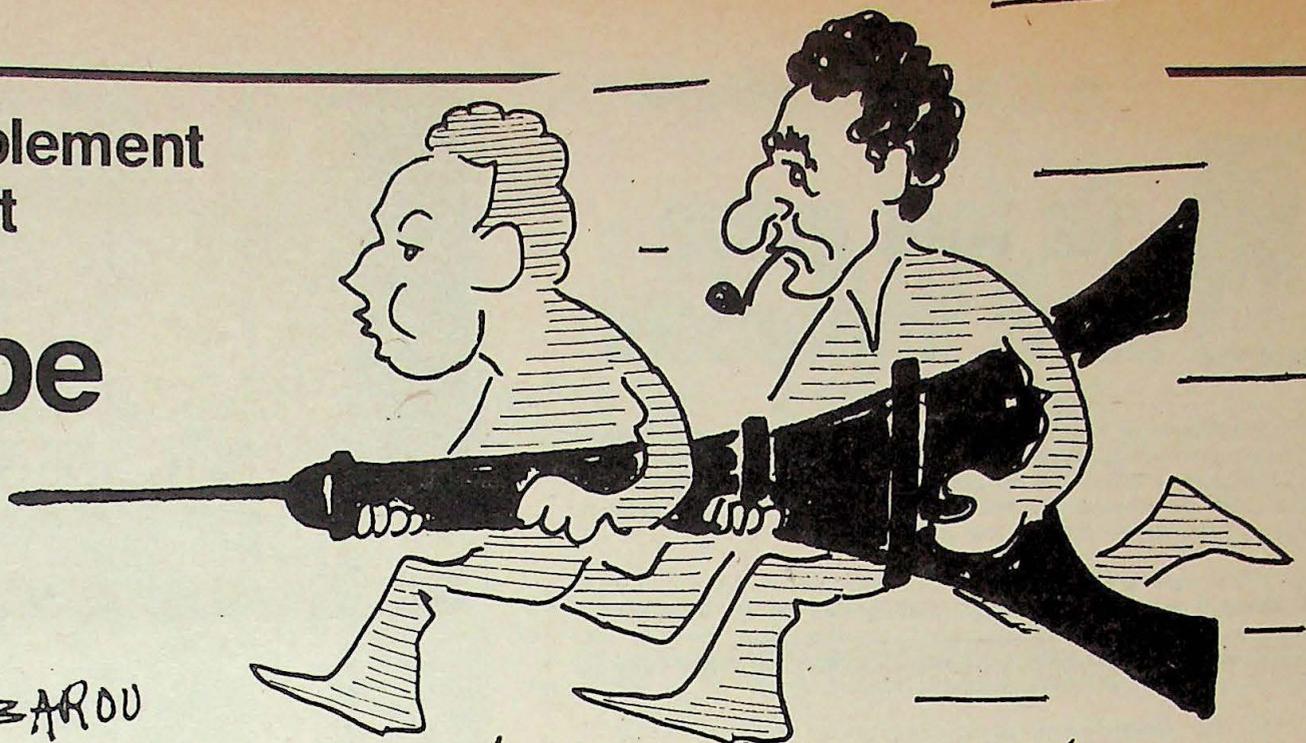
7) Prix du journal : si tout est observé, je crois non seulement que le journal se vendra mieux mais que AS vaudra ses 3 F 50...

Jean FREMONT ■

le rassemblement
du 10 juillet

L'étape

BAROU



Le cauchemar de la droite

◆ Depuis des mois, en effet, les travailleurs fournissent une réponse directe à l'orchestration de la crise par le pouvoir. Face à la baisse du pouvoir d'achat, ils se battent comme aux PTT, à Renault le Mans, à Usinor Dunkerque, chez Chausson, aux Cables de Lyon... pour des augmentations non hiérarchisées : 250 F uniformes de plus par mois est une revendication qui revient à maintes reprises.

Face aux licenciements, aux fermetures d'entreprise, ils luttent pour la préservation de leur emploi, de plus en plus souvent en utilisant leurs outils de travail comme à Ewerwear, chez Teppaz, ou à Caron-Ozanne. En ce moment même, ce sont plus de 100 000 travailleurs dans quelques 250 entreprises qui sont en grève, parfois depuis plusieurs trimestres comme aux Tanneries d'Annonay. Les grèves avec occupation des entreprises se multiplient. Tout ceci témoigne des possibilités révolutionnaires.

Et pourtant que d'interrogations, voire même d'inquiétude, lorsque nous analysons l'état du rapport des forces. Jusqu'ici les luttes restent isolées, elles se juxtaposent les unes à côté des autres sans coordination. La solidarité, même financière, n'est pas à la mesure des besoins.

Dans ces conditions, la contre-offensive patronale se développe. La bourgeoisie vise deux objectifs : restreindre les libertés conquises par les travailleurs dans leurs luttes passées, jouer sur le pourrissement et l'isolement des grèves ouvrières.

Depuis un an, la crise économique ne fait que s'aggraver. L'inflation se poursuit à un rythme accéléré, le chômage tant partiel que total s'accroît sans cesse. L'arrivée de plusieurs centaines de milliers de jeunes sur le « marché du travail » va encore augmenter le nombre de travailleurs à la recherche d'un emploi ; tous ces jeunes sont autant de chômeurs en puissance.

En période de crise, le capitalisme ne fait pas de cadeau. Il cherche par tous les moyens à se restructurer pour assurer à nouveau une rentabilité, donc des profits, suffisante. Après avoir tenté sans succès de persuader les travailleurs qu'ils devaient payer les frais, le patronat et le gouvernement veulent aujourd'hui briser la résistance ouvrière.

A ces fins, l'utilisation systématique de la police et de milices patronales s'institutionnalise. Il n'y a pas une seule grande lutte, Renault, Usinor Dunkerque, Chausson..., sans que des ouvriers et des militants soient licenciés pour faits de grève. Chez Chausson, l'un de nos camarades, délégué CGT, secrétaire de l'un des comités de grève, se trouve menacé de licenciement. Incontestablement le pouvoir veut étouffer les luttes. A travers les moyens d'information qu'il contrôle, il cherche à empêcher qu'elles soient connues et se multiplient, que les travailleurs qui les mènent puissent s'exprimer.

Les échecs partiels de luttes dures, longues et massives, n'en sont que plus amèrement ressentis, alors que la combativité ouvrière n'est pas fondamentalement atteinte. On peut regretter, au nom même de l'unité des forces populaires, que les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière ne se soient pas engagées plus à fond pour que les

rapports de force évoluent dans un sens plus favorable.

Certes, la satisfaction des objectifs revendicatifs immédiats demeure un élément important, mais il n'est pas sûr qu'il soit dans cette stratégie essentiel. Les luttes ont alors surtout un caractère démonstratif ; elles permettent de parler haut et fort, elles servent de témoignage permanent du mécontentement ouvrier. Le gouvernement et le patronat sont alors montrés d'un doigt vengeur, le pouvoir est à changer à la prochaine échéance électorale.

Seulement le grain de sable qui se glisse dans cette mécanique n'est pas mince. Il n'est rien de moins certain qu'une victoire électorale de la gauche suivra des défaites successives dans les luttes. La classe ouvrière doit se donner les moyens de contraindre patrons et gouvernement à céder sur les revendications.

Le PSU a, quant à lui, formulé des propositions claires :

— mise en place d'une action commune des partis et syndicats sur des objectifs précis, en particulier lutte concertée contre les licenciements et le chômage,

— organisation unitaire des chômeurs,

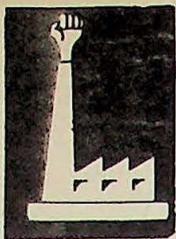
— riposte aux atteintes multipliées contre les organisations syndicales et le droit de grève, non seulement en termes défensifs, mais aussi de manière offensive comme par exemple le boycott des publications d'Amaury,

— face à la violence patronale, organisation de l'autodéfense ouvrière.

A cet égard les manifestations unitaires organisées le 26 juin par toutes les forces du mouvement ouvrier ont constitué une première réponse aux menaces fascisantes de Chirac-Poniatowski et autres chiens de garde du capital.

A cet égard la journée du 10 juillet peut constituer, à condition qu'elle ne soit pas un simple baroud d'honneur tardif, une étape décisive de l'offensive des travailleurs contre les menées du pouvoir et du patronat. Elle devra être prolongée par d'autres rassemblements de travailleurs en lutte confrontant leurs expériences, leurs méthodes d'action, recherchant en commun des solutions à leurs difficultés. Cette journée du 10 juillet appelle le renforcement de l'action unitaire des travailleurs et de leurs organisations contre le plan d'austérité et la politique du pouvoir.

Conscients de l'enjeu, les militants du PSU ont donc mis tout en œuvre pour le succès de cette journée.



ils font grève et ils impriment

Les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen sont en grève illimitée avec occupation depuis le 5 juin après l'annonce de 48 licenciements (sur 113 personnes). D'après les documents découverts par les occupants, c'est un plan de 109 licenciements qui était prévu avec en recours « la dissolution anticipée de la société prévue pour le 30 juin ».

Les ouvriers de Caron-Ozanne sont confrontés à un problème semblable à celui rencontré par leurs camarades de toute l'imprimerie et de la presse, notamment du *Parisien Libéré*. Les journaux confectionnés par Caron-Ozanne étaient : *Liberté de Normandie*, *Le meilleur*, *Le Hérisson* et *l'Agriculteur normand*.

En fait, c'est *Ouest-France* qui est le vrai patron de Caron-Ozanne : il possède 113 des actions de la société. En démantelant Caron-Ozanne, le groupe *Ouest-France* vise un objectif précis : maintenir son journal sur Caen *Liberté de Normandie*, même déficitaire, pour empêcher la présence d'un hebdomadaire concurrent (du groupe Hersant) et continuer à drainer le marché des annonces et publicités. A plus long terme, *OF* vise à une décentralisation de ses éditions.

Pour permettre cette décentralisation, il faut une usine suffisamment importante et fonctionnelle. L'usine Caron ne permet pas la réalisation d'un tel objectif.

Pour arriver à ses fins, *OF* a préparé un projet en plusieurs temps. Contrôler et cautionner une fusion entre Caron et Ozanne pour justifier le prêt de 280 millions demandé à la SDRN (Société de développement régional de Normandie) et ainsi atteindre les effectifs de personnel et la surface d'implantation exigés.

Mais si la fusion a permis à *Ouest-France* d'avoir le contrôle d'une entreprise disposant d'un atelier de presse important, elle lui a apporté aussi une production diversifiée, autre que la presse (labeur) qui n'a pas grand intérêt pour lui. *OF*, par l'intermédiaire du PDG de Caron-Ozanne, a procédé au démantèlement du secteur labeur : désorganisation des équipes, investissements prioritaires dans le secteur presse, retards dans la livraison des clients du labeur, etc. pour qu'ils aillent ailleurs...

le plan de Ovest-France.

On est ainsi arrivé à un déficit de 300 millions de francs en 1974 et à l'« inévitable » proposition patronale de licenciements, prévus en deux étapes pour tenir compte du risque de réaction syndicale.

Mais en se mettant en grève illimitée et en se procurant l'information tenue cachée par la direction, les ouvriers ont déjoué le piège patronal. Ils sont allés plus loin que le contrôle de l'information puisque, depuis le début de la grève, ils éditent eux-mêmes tous leurs tracts. Ils ont même composé leur propre journal pirate *Ovest-Licenciements* qui explique les raisons de leur lutte et informe la population caennaise sur toutes les luttes de la région et celles du secteur imprimerie.

Deux numéros sont parus. Le dernier prend à partie la SDRN pour le prêt de 280 millions qu'elle a consenti. Un tract également produit par les ouvriers en grève interroge le sénateur-maire de Caen, JM Girault, et le président de la Chambre de commerce, Stritmatter, actionnaire de la société d'Édition de Basse-Normandie qui détient près de 60 % des actions de Caron-Ozanne. Leur absence de réponse montre que la riposte des ouvriers met en cause les pouvoirs publics et toute la restructuration capitaliste de l'imprimerie.

Les grévistes ne se contentent pas d'occuper, ils contrôlent leur outil de travail. Ils lui donnent une autre finalité, montrant ainsi qu'on peut imprimer autre chose que la presse réactionnaire.

Des équipes de production ont été mises en place pour réaliser des travaux demandés par un client aux grévistes. Un trésor de guerre se constitue ainsi. Caron-Ozanne devient un LIP de l'imprimerie : les patrons de *OF* devront renoncer à tout licenciement.

Y. SPARFEL ■



● Cables de Lyon : les patrons pleurent

Comme à Chausson, les patrons de la CGE pleurent qu'ils ne peuvent pas satisfaire les revendications des ouvriers des Cables de Lyon à Clichy. Après les CRS, la voiture qui fonce sur les grévistes, les méthodes changent. On dit : « 300 F de prime immédiate, ça nuit à la rentabilité ». En fait, rien ne change. Les ouvriers continuent la lutte et ne cèdent pas au chantage à la

reprise. Comme ceux de Chausson, ils ont expliqué leur lutte jeudi à la Tour Eiffel.

● Vaumeilh en lutte

Toute la région du Val de Durance dans les Alpes de Haute-Provence est menacée par un projet de tourisme industriel. Faute d'amener de l'emploi, le pouvoir veut installer un aéroport à Vaumeilh : ce qui signifie bruit,

pollution, coût financier considérable pour les collectivités locales.

Sur le thème « les jeunes dans notre région », la fédération du PSU organise des journées d'étude et un rassemblement les 12, 13 et 14 juillet à Sisteron pour faire des contre-propositions et discuter d'un véritable projet pour l'économie régionale.

Nous publierons dans le numéro du 25 juillet, « spécial vacances », un dossier sur la bataille de Vaumeilh.

Chausson : La trêve

Jeudi : les représentants de toutes les usines sont rassemblés au Champ de Mars à Paris. Ce même jour, les travailleurs de Chausson, eux, ont repris le travail. Plus d'une dizaine d'entre eux n'ont même pas pu le faire : ils ont reçu leur lettre de licenciement : parmi eux Martinez, responsable du comité de grève de l'usine de Gennevilliers, membre du PSU.

 L'usine Peugeot de Lille devait être mise en chômage technique du 15 au 19 juillet prochain. Les directeurs de Renault-Sandouville, eux, ont eu recours à l'intérim pour continuer à monter les véhicules non finis dans les usines Chausson.

A Chausson-Gennevilliers aussi, le patronat est recouru à des intérimaires. Les trente ouvriers ainsi embauchés ne sont restés qu'une journée dans l'usine occupée par les CRS qui, faute de produire, ratonnaient dans le quartier et s'exerçaient au tir sur de malheureux chats égarés dans les bâtiments. Ils n'ont servi qu'à gonfler provisoirement les chiffres de reprise donnés chaque jour par la direction comme un bulletin de santé. Il n'y a qu'à Asnières que la direction a pu prétendre à une amélioration, grâce à la rentrée massive des cadres et de la maîtrise.

Les deux travailleurs marocains du foyer Sonacotra sont toujours détenus comme otages par la justice bourgeoise. Les délégations à la préfecture, auprès de Dijoud, et les protestations se sont succédées pour exiger leur mise en liberté.

Rien n'y a fait. Mercredi, ils sont passés devant le tribunal de Nanterre et ont été condamnés à un mois de prison dont quinze jours avec sursis.

Tous les métallos de l'automobile ont appuyé mardi les ouvriers de Chausson en participant à la journée de solidarité organisée à l'appel des fédérations CGT et CFDT de la métallurgie.

Les grévistes, toujours unis, toujours présents pour appuyer leurs délégués qui négociaient, ont tenu bon durant huit semaines contre une direction qui a fait la sourde oreille et a rejeté les propositions syndicales. Les délégués avaient décidé, lundi, d'occuper la salle de négociation, dans les bureaux de la direction à Gennevilliers, jusqu'à ce que ces messieurs se décident à discuter réellement.

Finalement, tous ensemble, ils sont rentrés jeudi. Le pourcentage de grévistes était élevé : 80 % à Gennevilliers, à peine un peu moins à Asnières. La direction a quand même été obligée d'accorder 160 F de plus par mois pour les OS des catégories 2, 3 et 4, 140 F pour les autres... Mais on est loin des 250 F uniformes pour tous que les ouvriers exigeaient.

Mais les patrons auraient tort de se réjouir trop tôt. Ce n'est qu'une trêve.

● Chômage partiel : un accord signé

Le CNPF et les cinq centrales syndicales (CGT-CFDT-FO-CFTC-CGC) ont signé, lundi 23 juin, un accord sur l'indemnisation du chômage partiel qui passe de 6 à 7 F par heure chômée en-deçà de 40 heures. Le nouveau plancher approche le SMIC et sera d'ailleurs revu périodiquement en fonction de son accroissement. C'est le CNPF qui a fait l'effort principal,

le gouvernement ayant laissé entendre qu'il pourrait admettre prochainement le principe d'un dédommagement au-delà de 80 heures chômées. Quant au maximum d'heures indemnifiables, il est fixé à 470.

C'est ce que souhaitaient à grands cris la CGC, la CFTC et FO. La CGT et la CFDT se montraient plus discrètes quoique favorables à cette évolution.

Mais à peine un chômeur sur vingt-cinq bénéficie de l'accord sur l'indemnisation à 90 % en cas de licenciement

économique, alors que la propagande officielle en a fait une « avant-première mondiale ». Partout le gouvernement et le syndicat FO (Bergeron est président de l'UNEDIC grâce au choix des patrons) limitent l'application du texte. Le comportement d'un certain nombre de directeurs d'ANPE exprime bien cette vision anti-ouvrière d'une politique dont les conséquences financières sont supportées par les travailleurs à hauteur de 0,45 % de la masse salariale. Ainsi, les travailleurs participent bel et bien à la gestion de la crise et la payent, sans « contrôler » leur part !

St Jean Bonnefonds

La lutte pour la vie...

L'hôpital psychiatrique de St Jean Bonnefonds, à quelques kilomètres de St Etienne, n'est pas un hôpital comme les autres : on y pratique une psychiatrie qui s'efforce d'éviter l'enfermement et la camisole de force (physique ou chimique.) De plus, il a été le théâtre de plusieurs luttes importantes. La dernière a mobilisé l'attention... et la police durant le mois de juin.

 Le personnel soignant demande en effet un statut juridique qui assure effectivement l'autonomie de l'établissement, et exige une augmentation des effectifs qui permette d'assurer des « soins » véritablement basés sur une relation avec le « malade ».

Une formation moins médicalisée

Tout a commencé lorsque les élèves infirmiers ont refusé de passer l'examen de passage en deuxième année. Ils réclament un contrôle réel de leur formation (y compris de son budget) pour qu'elle soit moins médicalisée et puisse leur permettre une meilleure relation avec le malade : une « action thérapeutique » ne doit pas être limitée à la seule administration de médicaments... Le personnel de l'hôpital, pour sa part, réclame lui aussi un aménagement des horaires qui permette à tel ou tel de rester plus tard lorsqu'un « malade » a besoin de lui et de rattraper ce temps le lendemain ou un autre jour !

Il s'agit là, non seulement d'une toute autre organisation du travail, mais surtout — et fondamentalement — d'une toute autre conception du travail trop souvent conçu comme un simple moyen pour survivre. Comment ne pas mettre en rapport cette vie avec les « troubles » des « soignés », qualifiés rapidement de pathologiques pour s'en débarrasser et blanchir l'organisation sociale.

les maladies du personnel

Cet ensemble de revendications a été pris en charge par le personnel lui-même, organisé en assemblée générale, comité de grève et commissions sur la formation, les « maladies du personnel » (pourquoi l'absentéisme par exemple ?), la popularisation. Les choses allaient bon train jusqu'à ce que la police intervienne en prenant pour prétexte la « séquestration » d'un inspecteur de Renseignements généraux présent à l'hôpital : (sa présence n'a finalement rien de surprenant quand on sait qu'une enquête de moralité (sic) est faite par les RG avant l'admission des élèves infir-

miers.) Une cinquantaine d'hospitaliers et une malade ont été embarqués. On imagine ce qui pourrait arriver dans un hôpital privé de son personnel pendant plusieurs heures !. Mais cette intervention a eu une conséquence plus inattendue, l'arrivée à St Jean Bonnefonds des responsables des UD CGT et CFDT, arrivée que d'aucuns ont qualifiée de « putsch » !

Il est évident qu'il ne s'agit pas pour nous de minimiser le rôle des syndicats, encore moins de faire de l'antisindicalisme : mais il nous faut bien essayer de tirer les premières leçons d'un conflit qui n'est d'ailleurs pas encore terminé. Que s'est-il passé ? Les responsables des UD, à la suite de l'intervention policière, sont « montés » à St Jean Bonnefonds pour apporter leur soutien. Mais il semble qu'ils aient eu tendance à faire plus et à vouloir prendre la direction de la lutte en suivant des mots d'ordre définis par eux, à partir des problèmes hospitaliers en général. Ils n'ont repris à leur compte que la première série de revendications en laissant totalement de côté tout ce qui concernait la critique de la hiérarchie, du travail, etc.

des syndicalistes abusifs ?

Pour le personnel, ce sont les hospitaliers de St Jean Bonnefonds qui doivent décider de leur mouvement et en rester maîtres : d'autre part, selon eux, la façon de mener la lutte n'est pas sans rapport avec les objectifs de cette lutte et les mots d'ordre qui sont mis en avant : durant un conflit, on vit quelque chose des rapports sociaux qu'on pourrait vivre dans une autre société : la société à venir se dessine dans les luttes d'aujourd'hui. Ce sont là trois thèmes dans lesquels les PSU n'hésitent pas à se reconnaître.

Les responsables des UD ont obtenu un protocole qui apporte certes des satisfactions non négligeables, mais qui ne règle pas le problème de la formation et laisse totalement de côté le type de revendications anti-hiérarchiques... Il semble qu'on s'achemine maintenant vers de « nouvelles » formes de lutte (par exemple refus des entrées, grève administrative).

Correspondant ■



Illich, alias « Carlos »

la DST en folie

Bel été décidément pour les cuisiniers du petit matin à la radio, et ceux du soir à la télé. Et bons sujets. Avec l'affaire **Republica**, on pouvait tirer gratis sur les communistes. Si fort que Georges Marchais tentait de réagir plus fort encore, au risque de se faire dire qu'il avait mal où le bât le blessait, et que c'était bien normal.

Voilà que maintenant, avec l'affaire Carlos, alias Illich Ramirez Sanchez, on peut tirer tous azimut sur les gauchistes, terroristes ou autres Palestiniens. Et chaque jour le roi de la gâchette, le champion des tueurs, l'agent basé simultanément à Londres, Paris, Caracas, Tokyo, Lima, Bonn et Beyrouth amène à nos chroniqueurs leur ration de bi-

zarre, de pas si étonnant, de tout à fait logique... bref les éléments pour un solide complot international à la Marcellin où se profile l'ombre juteuse d'un chef d'orchestre clandestin : le tiendrait-on enfin ?

Las, il fallait que cette calamité, ce Fantomas, cet insaisissable Carlos tombe sur la DST et non

sur un de ses homologues étrangers. Un service qui est l'ombre de lui-même, et la risée de toutes les polices du monde depuis que ses « plombiers » se sont fait prendre la main sur les micros, dans les locaux du **Canard Enchaîné** ; qu'un des chefs de brigade Subvac (Subversion-Action, chargée par Marcellin de surveiller et — le cas échéant — manipuler les gauchistes), le commissaire Canouet, s'est mis brusquement, par une belle nuit d'orage et de « folie » (qu'ils ont dit...) à balancer les noms de ses collègues contre-espions ; et qu'enfin le chef de sa brigade antiterroriste, le commissaire Herranz, s'est fait trouer le cou comme un débutant par un terroriste de passage qui l'a aussi privé, dans la foulée, de son indicateur et de ses deux inspecteurs. Pour ne rien dire des « nouvelles écoutes » du **Canard Enchaîné** par la DST révélées récemment par... la CIA.

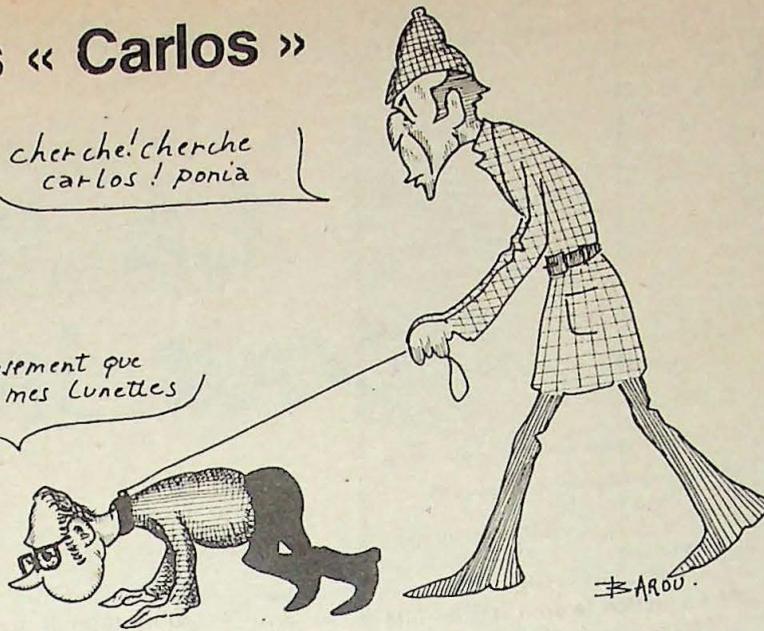
l'invraisemblable vérité

La DST comptait se refaire une virginité avant qu'il ne prenne l'envie au gouvernement de la confier à la main de poigne du colonel de Marenches, le nobliau qui a remis de l'ordre au SDECE après les retombées des affaires Ben Barka et Delouette. La DST préparait une vaste opération relations publiques, avec des révélations sur un grand réseau de complotiers internationaux qui menaçaient la République et l'Occident réunis, et justifiait à lui seul l'existence de la centrale policière de la rue des Saussaies. Le tir de barrage de « Carlos » l'a obligé à débaler pêle-mêle une bonne partie de ce qu'elle savait : heureusement, le Libanais Michel — « l'indicateur » descendu par Carlos — notait tout scrupuleusement : ce « **rond de cuir du terrorisme** » (**Europe 1**, lundi) portait sur un carnet les adresses de ses collègues, les dates de ses voyages, le détail des sommes qu'il engageait. Heureusement aussi, Carlos exerçait un véritable « **pouvoir de fascination** » sur les femmes, (toujours la prose éclairée d'**Europe 1**), ce qui a permis d'obtenir une tonne d'autres indications à Londres et à Paris

En attendant la suite des révélations, l'invraisemblable vérité agite les plumitifs et les bavards. Avec une délectation sans bornes, ils relèvent que le père de Carlos avait donné à son fils un des prénoms de Lénine : Illich. Et qu'il l'avait envoyé se former en URSS : et là, de nouveau, tout ce qui ressemble à du marxiste, du communiste, ou du gauchiste en prendra pour son grade. Tant qu'on parle de Carlos, n'est-il pas vrai, on ne pensera pas aux meurtres de Raoul Koubaisi, Mahmoud Hamchari ou Mohamed Boudia, toujours « inexplicables » malgré les enquêtes des fins limiers de la DST, et bien que tout le monde leur ait indiqué dès les premiers jours — et avec un bel ensemble — de quel côté il fallait chercher ?

cherche! cherche carlos! ponà

heureusement que j'ai mes lunettes



AROU



KAHEN

On recherche toujours CARLOS l'inconnu bien commode

Les cibles des tueurs

La fusillade du Quartier Latin a déclenché une alerte générale à Londres. Car les terroristes de tous les pays se donnent la main, et il existe une véritable « Bourse » des attentats à commettre.

Tueurs japonais, palestiniens, allemands et français, les terroristes ont constitué un front mondial de l'assassinat. Leur but : la reddition des démocraties. L'Express a mené l'enquête.

La D.S.T. pensait établir, rue 'Toulhier', un « contact discret ». Un tireur précis l'obligea à entrer publiquement un dossier terriblement comble.

Carlos Qui?

La D. S. T. un service super-secret de spécialistes...

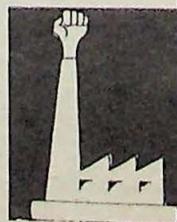
COURRIER du PSU

SUPPLEMENT

entreprises

n° 26-27 prix 3 F

- Renault
- CNE Colombes



Naissance d'une fédération P.S.U.

Nord - 1955 - 1963

Prix - F. 27.00

Bernard Grelle

En vente aux Editions Syros
9, rue Borromée - 75015 PARIS

Le centre populaire de formation socialiste

Ouvert aux travailleurs, aux étudiants, aux intellectuels, aux militants syndicalistes et politiques, le Centre populaire de formation socialiste se propose d'aborder à travers quatre cycles d'études (Marxisme et philosophie, analyse marxiste de l'économie, histoire du mouvement ouvrier, critique des pratiques sociales) les principaux thèmes de la réflexion marxiste autogestionnaire d'aujourd'hui. Enrichir la formation politique et théorique, étendre les connaissances, pour permettre une meilleure intervention consciente dans la lutte des classes, telle est la fonction que le Centre populaire de formation socialiste voudrait jouer.

CRITIQUE DES PRATIQUES SOCIALES

Direction Maurice Najman avec la participation de Boris Fraenckel, Emile Copferman, Jean-Claude Guérin...

Première séance : vendredi 3 octobre

La société capitaliste n'est pas simplement un mode de production de marchandises. C'est aussi l'ensemble des institutions et des pratiques sociales qui lui permettent de continuer à fonctionner. La crise du monde capitaliste n'est pas simplement économique. C'est aussi celle de ces instruments, de la reproduction des rapports de production. C'est en cela que la crise peut-être dite généralisée à toute la formation sociale.

I. Exposé introductif : le fonctionnement global de la formation sociale (production, reproduction, base et superstructure)

— Quelle est la fonction de la famille, de l'école ?

— Y a-t-il une pratique capitaliste de la santé, de la sexualité, de l'organisation de l'espace ?

— Comment établir les relations entre les bases économiques et les autres structures sociales ?

II. L'organisation capitaliste de l'espace

III. Sexualité, couple, famille

IV. Santé médecine, maladie

V. La pratique capitaliste du corps

VI. Travail-loisir : deux aspects d'une même réalité

— L'esclavage salarial et ses conséquences

— Les loisirs marchandises

VII. La justice, le droit et la société

— En quoi le droit est-il construit de façon à défendre et à justifier l'exploitation ?

VIII. L'École, la formation et la division du travail

— Quel est la fonction de l'école capitaliste ?

— Quelle formation permanente ?

IX. L'information, sa production, sa diffusion

— Radio, TV, presse écrite : les « mass-media » et leur fonction.

X. La production culturelle. Comment ? Pour qui ?

XI. Besoins sociaux et consommation

XII. Science, recherche et société.

Retourner ce bon d'inscription à : CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE - 9, rue Borromée - 75015 Paris.

Les droits d'inscription sont de 25 F pour un cycle, 40 F pour deux, 60 F pour trois et 70 F pour les quatre.

Les chèques doivent être adressés à M. Pierre GARRIGUES CCP 23 412 64 Paris 37, Ave Foch - 75116 Paris.

Porte ouverte aux syndicats ?

casernes :



Tübingen en Allemagne : des murs gris à la périphérie de la ville abritent une caserne française, le 5^e Régiment de Dragon. On devine que la vie doit y être morne, mis à part l'activité du comité de soldat qui diffuse une feuille régulière, « G.V.m'facher ».

Pourtant une drôle d'animation régnait parmi les soldats du 5^e R.D. Il y avait bien une « opération portes-ouvertes », mais cela ne pouvait tout de même pas suffire à rompre la monotonie des lieux.

Ce genre de mascarades démagogiques sévit depuis quelques mois dans l'armée française. Bourges et Bigeard prétendent ainsi montrer à la population française « qu'on est bien à l'armée ». Ces opérations sont, bien sûr, soigneusement préparées par la hiérarchie militaire.

Un tract rédigé en allemand, avait prévenu les habitants de la ville : « On vous montre une caserne française gaie. Mais tout ceci est faux. On vous empêche de pénétrer dans certains bâtiment, des gardes sont là pour ça. Nous vivons toute l'année dans des chambres insalubres et la seule que vous avez le droit de voir est celle que la hiérarchie aura fait repeindre et nettoyer la veille. Mais les autres... ».

L'opération en question s'est soldée par un échec pour le ministre et son secrétaire d'Etat. Lorsque quatre personnes portant un badge CFDT ont commencé à déambuler dans la caserne « ouverte », elles ont, sans le vouloir, créé une véritable panique dans l'encadrement qui n'a fait que croître lorsqu'elles ont demandé à voir le colonel commandant la caserne.

Il faut savoir qu'au 5^e RD, de nombreux travailleurs de la région parisienne sont sous les drapeaux soit 30 % des effectifs. Aussi, le comité de soldats a pris

contact avec le syndicat PTT et des UL de la Seine-St-Denis en leur demandant de profiter de « l'opération portes-ouvertes » pour venir observer sur place les conditions de vie des soldats. La CFDT-PTT de la Seine St-Denis et des UL CFDT de Noisy et Sevran ont envoyé quatre délégués qui se sont entretenus avec le lieutenant-colonel.

En compagnie de trois officiers, la délégation a demandé à visiter les salles fermées, abritant les locaux vétustes. Elle a aussi réussi à constater les conditions déplorables de détention des « taulards » (une cellule ne recevait pas la lumière du jour). Malgré la présence des officiers qui faisaient de leur mieux pour occuper nos quatre camarades, ceux-ci se sont efforcés d'avoir des discussions avec les soldats.

Face aux demandes de création d'un syndicat de soldat, le lieutenant-colonel s'est réfugié derrière la loi ; il a répondu que lorsque les députés voteront une autre législation militaire, il l'appliquerait strictement, tout comme il le faisait pour celle qui est en vigueur.

De fait, les droits démocratiques et syndicaux dans les casernes, cela dépend avant tout des luttes de soldats et de leurs initiatives. Et pour la première fois, la hiérarchie militaire a dû accepter de discuter avec une organisation syndicale sur les revendications des soldats. Profiter d'une « opération portes-ouvertes » pour introduire les syndicats dans les casernes, c'est une façon de montrer que, sous l'uniforme, le soldat reste un travailleur. Une expérience à généraliser.

P. BELROSE ■

NB. : Depuis la « visite » de la CFDT à la caserne, la Sécurité militaire a enquêté et interrogé une trentaine de soldats. Ces messieurs ne comprennent pas...



rébus pour vacances politiciennes :

où ira JJSS ?

JJSS vient de quitter (prématurément) la présidence du parti radical. Le voilà « en congé ». Pour aller au gouvernement, pour aller à Mururoa, pour « pencher à gauche » ? On ne sait. A dire vrai, ça n'a aucune importance. Mais enfin, c'est un sacré phénomène.

ANTINUCLÉAIRE : LA

edf : la saga des neutrons

☼ A l'heure où le soleil montre ses incomparables qualités énergétiques, à l'heure où notre problème est plus de fuir les calories que d'en produire, il n'est peut-être pas inutile de montrer que, dans l'ombre, continue le combat sournois et implacable entre le gouvernement EDF-Westinghouse d'une part, et tous ceux qui se soucient peu de vivre à l'ombre du plutonium en fleurs.

Ainsi, quelques nouvelles du front ne pourront que réjouir. L'attentat de Fessenheim (d'il y a 3 mois) semble avoir causé beaucoup plus de dégâts que l'EDF n'a voulu l'avouer. Alsaciens, réjouissez-vous, si c'est pas six mois de retard, c'est un an. Travailleurs de Framatome, grâce aux écologistes « zinzin », vous aurez des emplois. A supposer que chaque cuve destinée à une centrale ne soit sabotée qu'après son installation, vous voilà assurés de travail jusqu'à l'an 3 000 et plus... Pendant ce même temps, votre direction a une grosse migraine. Des provocateurs irresponsables (téléguidés par Carlos... ?) ont un petit peu fait sauter le terminal sur lequel était programmée une bonne partie

des opérations nécessaires à la construction des centrales.

Il va de soi que si nous condamnons avec la dernière des énergies de semblables méthodes, ça ne nous empêche pas de rigoler un bon coup. C'est qu'au delà de l'aspect folklorique, il y a la démonstration concrète de ce que nous avons toujours dit ; à savoir qu'une société nucléarisée, non seulement entraîne une société policière, mais la présuppose. Il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, d'imposer à des gens qui ont pris conscience du caractère criminel du projet tout-nucléaire de le laisser se dérouler sans réactions extrêmement violentes. Les éléments qui se sont livrés aux opérations de Fessenheim et de Framatome ne sont que des précurseurs. Ce n'est pas là un souhait, ce n'est même pas une vague espérance ; c'est une certitude qui tient au caractère de plus en plus fragile d'une société qui impose des tensions de plus en plus grandes à l'ensemble de ses membres.

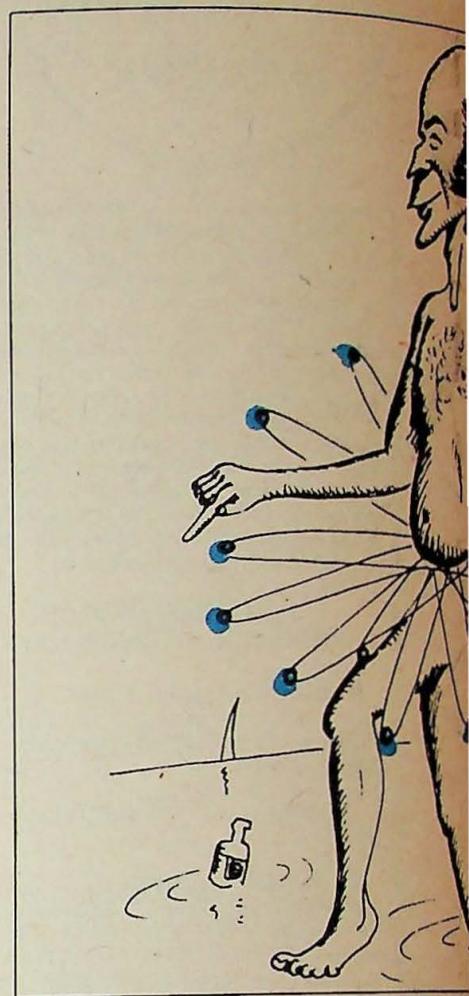
qui décide de quoi ?

Il est vrai d'autre part que la société capitaliste en France n'a guère d'autre pari possible. Par le caractère gigantesque des investissements requis, par l'accompagnement militaire nécessaire à son bon fonctionnement, le programme nucléaire représente une solution pour se débarrasser du spectre hideux de la crise au profit d'un monde suffisamment dangereux, suffisamment com-

plexe, suffisamment rentable, pour légitimer par des considérations « purement techniques » la domestication du peuple.

A cet égard — et c'est ce que nous avons tenté d'exprimer dans le colloque que nous avons tenu avec les Amis de la Terre le 27 mai (Nucléaire et Politique) — il n'y a pas de progression possible de la libération humaine, du socialisme si l'on préfère, sans — entre autres — la diffusion d'une claire conscience des rapports entre le mode de production de l'énergie et le mode d'organisation de la société. Bien entendu, il faut se garder ici de tout mécanisme primaire. Mais à l'heure où les grandes décisions — celles qui commandent l'existence de millions d'êtres au service du plus grand profit possible pour le plus petit nombre possible — sont prises de manière tout à fait délibérée (« scientifique », si l'on veut), il serait de la dernière imprudence de ne pas savoir découvrir derrière chaque prise de décision le choix politique, le choix philosophique, le choix social.

En clair, ce n'est pas parce qu'il est dangereux, ou coûteux pour la collectivité, ou fondé sur une économétrie de bazar, que le programme nucléaire sera abandonné par la bourgeoisie. Tout ce qui nous apparaît comme étant des défauts lui apparaît, à elle, comme les plus rutilants des vertus. Ce qui peut faire changer d'avis la clique Ponia-Chirac-Giscard ce sera et sera seulement la réaction de masse des travailleurs et des populations concernées. Elle lui coûte plus cher socialement et politiquement que



l'avantage à escompter d'une réussite de l'opération nucléaire. Bref, pour eux, il faut que l'enjeu en vaille la chandelle.

les gros têtus

On peut tout faire avec des baïonnettes, disait Bonaparte, sauf s'asseoir dessus. C'est ce que



A Bourogne, contre les « Plutons »

C'était à Bourogne, le 22 juin : une manifestation contre l'installation des missiles nucléaires « Pluton ». Des milliers de personnes ; l'absence remarquable du PC ; un soutien discret du PS ; et — pourquoi ne pas s'en vanter — une présence massive du PSU.



EDF études et recherches :

non au programme nucléaire

Le travail alloué aux deux cents agents de la Direction des Etudes et Recherches d'EDF se réduit de plus en plus à un simple dépannage du programme tout nucléaire imposé par le gouvernement, au détriment de toute autre recherche. Pas question de diversifier ! M. Bienvenu, le directeur adjoint de la division, a tenté de convaincre son personnel de la justesse de cette nouvelle « ligne ». Mais les représentants du personnel au Comité Mixte (CMP) n'ont pas été convaincus, puisqu'ils ont adopté un texte « dur » : « Nous condamnons la politique et le programme nucléaire du gouvernement... Nous demandons l'arrêt de toute commande nouvelle (de centrale) et qu'EDF recouvre la maîtrise technique de ces centrales... Nous exigeons qu'un effort de recherche soit fait en direction des nouvelles formes d'énergie... nationalisation... service public... sécurité du personnel et de la population... » M. Bienvenu doit être déçu.

Rassemblement Palme les 18,

Une fête populaire antinucléaire La Palme, près de La Nouvelle, par le Comité de La Nouvelle, avec le soutien de la Lutte Occitane, CFDT-Montpellier, Comité Larzac..

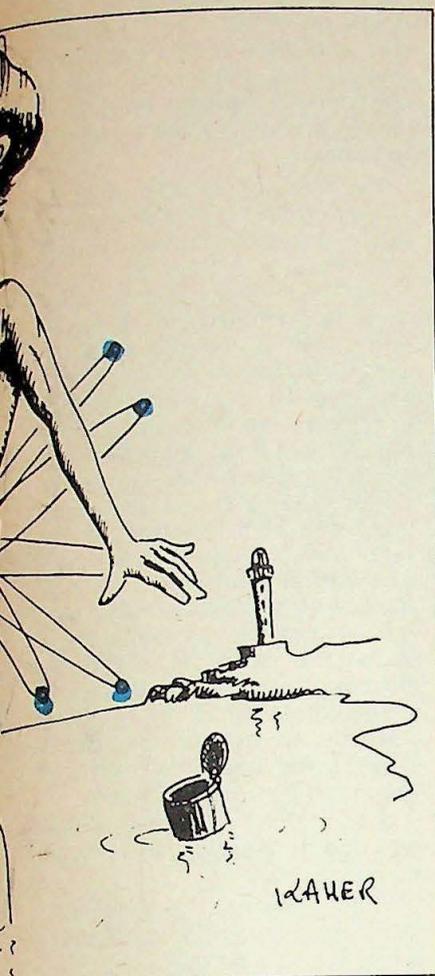
Camping sauvage sur un terrain en proximité du terrain. Une animation par Maxime Le Forestier, Paco Ibanez..

Prendre contact avec la Fédération St-Jean - Perpignan (66000).

le 13 Une grande fête à la Pointe du

Défilé, spectacle permanent de théâtre, chansons, musique, grâce à la participation de nombreux groupes et chanteurs connus, avec l'intervention

CAMPAGNE D'ETE



vote de rejet du projet de centrale. Il va de soi dans ces conditions que n'importe quel gouvernant modérément réactionnaire, mais pas idiot au point de susciter un centre de tension en pays catalan, aurait purement et simplement plié bagage pour aller se faire installer ailleurs. Les habitants de Port la Nouvelle s'étaient tenus ce raisonnement, mais ils ignoraient alors l'état de décompolition avancée des circonvolutions cérébrales d'un certain nombre de ministres. Vous en voulez pas, vous l'aurez quand même... Nah ! Que le plus évident résultat soit de radicaliser les luttes écologiques ouvrières et agricoles de la région, gageons qu'il ne faudra pas trois mois aux préfets des Pyrénées-Orientales et de l'Hérault pour s'en apercevoir.

pas de vacances pour les préfets

D'ailleurs, à travers la France, il est bien peu de préfets qui passeront de calmes vacances sur le front du nucléaire. Pratiquement tous les emplacements prévus pour les diverses centrales nucléaires seront investis à un moment ou à un autre par une foule barriolée et diverse, mais unanime dans le refus de ces engins de morts. Le Larzac, si il ne connaîtra pas cette année le grand rassemblement des deux années précédentes, sera le siège d'une Université populaire d'été où — entre autres problèmes — le nucléaire sera abordé au fond.

Tout ceci se déroule au moment où la conséquence inéluc-

table de la diffusion des centrales nucléaires à travers le monde — la dissémination des armes atomiques — prend un relief tout à fait particulier avec la livraison d'une centrale nucléaire aux fascistes brésiliens : le gouvernement de l'humaniste Bigeard se trouvera d'ailleurs associé dans cette affaire à l'incomparable défenseur de la justice qu'est le gouvernement d'Allemagne fédérale. Comme par ailleurs l'estimable M. Ford vient d'augmenter de 25 % le prix d'uranium enrichi (ce n'est qu'un début), on voit que la conjoncture est de plus en plus « ambiante » pour nos apprentis sorciers. Elle pourrait, cette conjoncture, virer franchement à la déroute des nucléarocrates, si l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier voulaient bien, pour une fois, se donner la peine de regarder un peu plus loin que le bout du Programme Commun. Cette tâche de rassemblement, d'unité populaire pour la victoire, elle est la nôtre. Dans cette affaire, comme dans les autres, depuis le début.

Jacques THIBAUT ■

● Erdeven

Alerte nucléaire à Erdeven : il paraît que ça urge. Le comité régional d'information nucléaire (CRIN) d'Erdeven parle « d'urgence », de menaces graves, « d'imminence » : les vacanciers de Bretagne et les autres, peuvent contracter le CRIN au (97) 52.32.98 (camping et hébergement possibles).

anti nucléaire à la 19 et 20 juillet

est organisée les 18, 19 et 20 juillet à Comité de Sauvegarde du Littoral du PSU-Hérault, du PSU catalan, de mouvement écologiste catalan, LCR,

500 m de la mer ; camping payant à pour enfants. De la chanson avec

ane du PSU, 10 rue Impasse du Mas

juillet : e antinucléaire Raz (en Plogoff)

de représentants du « groupe des 400 » et de nombreux stands d'information et de projections.



Camping sauvage à l'ombre des centrales en fleurs

● GRAVELINES

Une centrale est en construction en zone très habitée et près d'un port pétrolier. Tout ça bien sûr sans permis de construire. Le bulletin écologique (3 F) « Légitime Défense » 51 rue de Gand 59 Lille contient la liste des 21 comités anti-nucléaires qui se sont créés dans la région.

● PALUEL

Contactez le GRANV du Havre 154 Bd de Strasbourg 76600 Le Havre.

● FLAMANVILLE

Après la marche qui a groupé 6000 personnes, des actions de désobéissance civile sont prévues mais on attend du renfort. Ecrire à Mouvement écologique unifié 8 rue de Bouillaut 50300 Avranches ou sur place à M. Malgalhaes groupe scolaire, Flamanville.

● BRAUD ET ST-LOUIS

Tous les détails dans Braud St Louis informations, édité par le C.A.N. de Bordeaux 18 rue du Palais de l'ombrière. Adresse sur place : Comité Royannais contre le danger nucléaire 76 Bd de Cordouan 17200 Royan Tél. 026.61.35.

Les paysans de la région espèrent que parmi les campeurs sauvages de l'été prochain, certains pourront leur donner un coup de main.

● PORT LA NOUVELLE

Les comités locaux n'y prévoient pas un camping passif mais une sorte de camping fête et forum permanent.

● DANS L'EST

A Sentsch en Moselle, on espère qu'il y aura du monde comme ce fut le cas le 31 mai dernier où 600 personnes en voitures, tracteurs ou bicyclettes ont parcouru la région où est prévue l'implantation de la centrale.

A Fessenheim où 12 000 personnes se sont rassemblées, on ne démobilisera pas maintenant que l'ultimatum du 15 juin est arrivé à expiration. Camping possible sur le ried. Contacter CSFR 3, Grande rue, Saales.

● VALLEE DU RHONE

Tous les comités invitent à faire preuve d'imagination pour sensibiliser les touristes sur leurs routes de vacances. A Malville, la manifestation du 16 juin s'est déroulée sous la pluie et a regroupé plus de Grenoblois ou de Lyonnais que de personnes de la région immédiate malgré les montages diapos qui ont circulé dans les alentours et qui soulignaient qu'à Malville, il était question de construire une centrale Super Phoenix d'un modèle encore jamais expérimenté, centrale qui est la pierre angulaire du nucléaire européen (l'Italie y aura 33 % de parts).

Extrait de CNV-juil. 1975 ■

Santé :



Monod, Lwoff, Jacob, prix Nobel de médecine, c'était en 1966. Gloire à

la science et aux laboratoires français de biologie ! Télévision, radio, journaux, cinéma parlent des trois héros mais quasiment pas de la masse de techniciens, étudiants, agents de labo, chercheurs, etc., qui ont permis les travaux portant les trois signatures désormais célèbres.

Monod à la télévision pour clamer « **Avot' bon cœur, m'sieurs dames, pensez à notre institut Pasteur** ». C'était en 1973. On ne pose pas la question du statut de Pasteur, « fondation » privée qui reçoit des subventions gouvernementales et doit être « rentable ».

Très récemment, le GIB (groupe d'information biologie) publie un communiqué dénonçant les dangers des manipulations génétiques **actuellement** et Monod (encore lui) fait répondre qu'il n'y a aucun danger puisque MM. Monod et Jacob, prix Nobel (sic), font partie d'une commission éthique (resic) de surveillance des manipulations génétiques.

Quel rapport, à part Monod, entre ces trois faits ? C'est toute la réalité de la recherche en biologie qui est d'une importance capitale pour les travailleurs pour ses implications fondamentales en médecine, et pour le patronat et ses gouvernements successifs pour les sources de bénéfices importants à tirer des applications industrielles. Les manipulations génétiques et les réactions qu'elles suscitent sont un bon révélateur de cette situation.

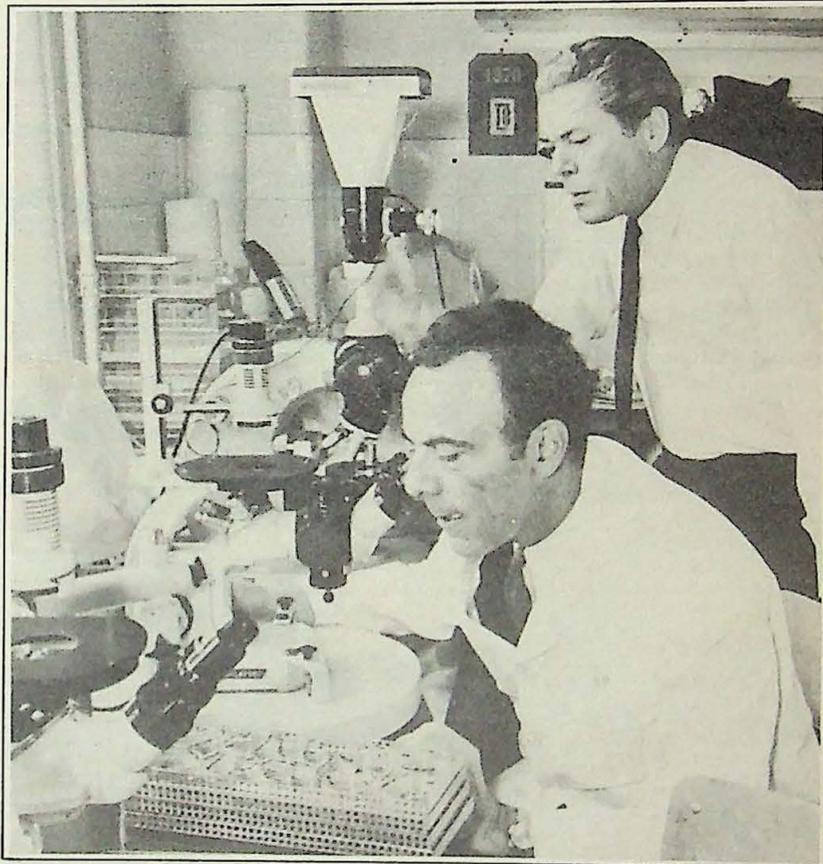
Chez tous les êtres vivants, l'information génétique est portée par un même type de substance chimique, appelée l'ADN. C'est cet ADN qui commande la réalisation des caractères héréditaires visibles (couleur des yeux ou des cheveux par exemple) ainsi que celle de caractères beaucoup moins visibles, comme les synthèses de substances chimiques que réalise la cellule vivante. L'ADN n'étant pas exactement le même chez les êtres vivants, certaines substances ne sont synthétisées que par certains types d'êtres vivants et pas par d'autres.

Les manipulations génétiques consistent à essayer d'introduire,

les manipulations génétiques Frankenstein à l'institut Pasteur ?

dans l'ADN d'une bactérie très facile à « cultiver » en très grosse quantité, un morceau d'ADN venant d'autres êtres vivants (virus, cellule animale, etc.) pour obtenir la synthèse, par cette bactérie, de certains produits normalement synthétisés par le virus ou la cellule animale. Les applications dans l'industrie pharmaceutique sont très importantes, en particulier pour la mise au point de vaccins et de sérums (et les produits de guerre chimiques ?).

Mais, pour savoir quel morceau d'ADN on introduit, on utilise de l'ADN qui, à des endroits connus, porte des gènes connus : le plus souvent ces « marqueurs » sont des gènes commandant la résistance à certains antibiotiques. Ensuite, pour savoir quelles sont les « bonnes » bactéries, on les traite à l'antibiotique considéré et celles qui se développent malgré tout sont celles que l'on voulait obtenir. Après un certain nombre de manipulations, on obtient des



A l'institut Pasteur, les professeurs Jacob et Monod dans leur laboratoire.

bactéries pathogènes contre lesquelles on ne peut pas utiliser la plupart des antibiotiques.

On crée de nouvelles sortes de bactéries très dangereuses car elles peuvent transmettre des maladies nouvelles pour des bactéries (maladies virales par exemple) ce qui accroît les risques d'épidémies. Comme, en plus, elles résistent à la plupart des antibiotiques...

Le plus gros danger vient du fait qu'on ne sait pas de manière absolue ce qu'on introduit dans la bactérie : même si on a 1/100 000 de chance d'introduire un morceau d'ADN indésirable, cette probabilité existe et, comme les bactéries se reproduisent très vite, un grand nombre de bactéries extrêmement dangereuses peut être rapidement obtenu. Or, dans ce cas, on n'a aucun moyen de connaître exactement ces ADN indésirables. Ce qu'on sait c'est que « cela » peut être un fragment d'ADN qui normalement ne s'exprime pas mais qui, dans certaines conditions (en particulier celles de ces expériences) peut soudain induire la transformation d'une cellule normale en une cellule cancéreuse selon une probabilité qui est loin d'être négligeable.

Il faut donc des précautions très rigoureuses pour ce genre de manipulations.

Théoriquement, il a été décidé de construire à Pasteur un bunker d'où rien ne sortirait sans avoir été au préalable stérilisé. Cette solution est envisageable pour deux chercheurs, mais qu'en sera-t-il quand il y en aura 20, 50 ou plus sur un tel sujet ?

Regardons ce qui se passe, dans des domaines moins dangereux il est vrai, à l'heure actuelle. Les laboratoires de Pasteur (et d'ailleurs) sont infestés de cafards et de souris : on ne peut rêver meilleurs « réservoirs » de bactéries. Quand on manipule des produits mortels, on travaille sous une hotte qui évacue les gaz toxiques directement en dehors... juste à côté de la bouche d'aspiration d'air pour un système d'aération d'un autre labo.

Deux commissions de surveillance existent mais ce sont les patrons de labos et ceux qui manipulent les produits qui y sont en majorité. L'ensemble des travailleurs de l'institut, pourtant directement concernés par les conditions de travail, n'y participent pas. La population quant à elle ne peut se désintéresser des conséquences favorables (dans le domaine de la médecine), ou défavorables (épidémies incontrôlables) de telles expériences.

Frédéric MAHLEN ■

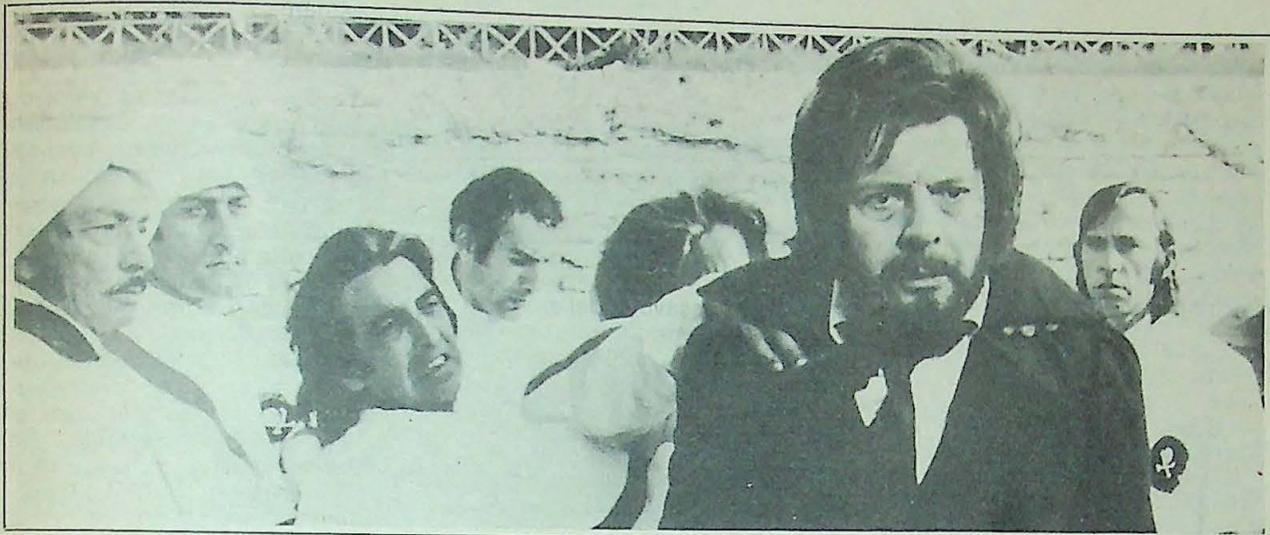
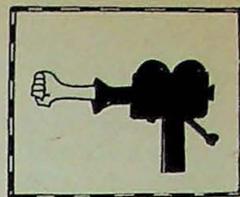
librairie éditions Syros

Commande & Règlement à : EDITIONS SYROS,
9, Rue Borromée, 75015 PARIS

L'ETAT PATRON 40,00 F
Philippe Brachet
LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE 30,00 F
Yvan Craipeau
SERVITUDE ET GRANDEUR DU P.S.U. 30,00 F
Edouard Depreux
L'ENFER DES POMPIERS 24,00 F
J.J. Lubrina (journal d'un pompier de Paris)

AUTOGESTION ET REVOLUTION SOCIALISTE 8,00 F
Colloque autogestion janvier 1973
CHILI 1970-1973 : UN PEUPLE EN LUTTE 10,00 F
Collectif Chili
CHILI : LES DOCUMENTS DU COMLOT I.T.T. 10,00 F
Jack Anderson
LE « MAI » DES BANQUES 10,00 F
Militants C.F.D.T.

L'ETINCELLE ET LA CENDRE



◆ Allonsanfan recèle les multiples splendeurs d'un « film opéra ». On ne peut pas ne pas penser à *Senso*. Visconti s'intéressait, au travers d'une analyse minutieuse des classes sociales, à l'époque charnière du déclin de l'aristocratie italienne et à la montée de la bourgeoisie qui avait réalisé l'unité à son profit.

Paulo et Vittorio Taviani situent l'action d'*Allonsanfan* lors de la période antérieure de restauration, instaurée par le congrès de Vienne.

Pour une période donnée, le souffle de Robespierre et de Babeuf, l'esprit de la Révolution française même déformé par les campagnes napoléoniennes, se sont taris en Italie. La terreur réactionnaire règne. Devant ces perspectives bouchées, la tentation est grande pour la congrégation secrète des Frères Sublimes, qui lutte contre un ordre implacable, de se laisser aller à l'utopie ou, comme leur chef Ful-

vio, de sombrer aux douceurs nostalgiques du passé, même au prix de la trahison. Fulvio est un ancien aristocrate, traître à sa classe, qui ne se fait plus d'illusions révolutionnaires. Pour lui, ses Frères Sublimes ne sont plus que des cendres se prenant pour des étincelles, des habitudes. Sa décision de rompre avec eux est prise. Seulement voilà, s'il veut s'adonner à la *dolce vita* d'un passé confortable, il ne peut aussi facilement se défaire de son passé immédiat de révolutionnaire ; c'est ainsi qu'il sera embarqué malgré lui dans une expédition sans armes et sans espoir dans le Sud de l'Italie, visant à soulever les paysans victimes de l'exploitation et du choléra, contre leurs oppresseurs.

La première et la dernière partie de ce film, qui a été présenté à la Quinzaine des réalisateurs lors du festival de Cannes, sont géniales. Les couleurs, splendides, et la musique de Mauricone participent di-

rectement au thème du film. Ainsi, le contraste entre la ritournelle dansée par la famille aristocrate de Fulvio qui revit son enfance et la « bourrée marche » des paysans du Sud est significatif. Peut-être peut-on regretter certains passages mal dominés par le réalisateur qui nuisent à l'unité du film : les velléités et les palinodies du héros, par ailleurs bouleversant, au travers d'une Italie symbolique de carnaval, finissent par détourner le film vers une tragi-comédie involontaire.

Reste, et c'est l'essentiel, le propos politique d'*Allonsanfan*.

Bien sûr, on peut craindre l'exploitation antigauchiste (et les communistes ne s'en sont pas privés) au sujet d'un groupuscule qui finit par se faire massacrer par la population paysanne, à laquelle était destiné le message d'un monde nouveau porté par les Frères Sublimes, Les images d'une émotion

intense, des révolutionnaires aux vestes rouges prêchant dans le désert et allant au devant d'un peuple absent ne s'envolent pas facilement.

Cependant, le parallèle mécanique entre les deux époques serait déplacé. De plus, entre la fuite inquiète avec son lot de lâcheté, de recul, de trahison et la fuite vers l'avenir porteuse d'espoir, les frères Taviani semblent ne pas hésiter. Le titre même du film *Allonsanfan* est le nom du plus exalté des Frères Sublimes qui vit intensément en imagination le contact tant attendu avec les paysans lors d'une danse d'une extrême beauté.

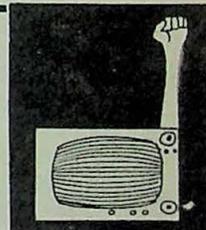
Le héros au regard triste, magistralement « vécu » par Marcello Mastroianni, prendra le rêve d'*Allonsanfan* pour la réalité. Persuadé que les choses ont tourné en faveur des insurgés, il court au devant d'eux. En changeant réellement de veste, le traître sera exécuté par les soldats venus à la rescousse.

Réflexion qui dépasse le cadre de la période historique en question à propos du prix de l'engagement révolutionnaire, *Allonsanfan* traite aussi de l'influence des motivations psychologiques sur cet engagement, de l'éventualité de l'essoufflement dans la longue lutte, de la victoire possible du désespoir et de la mort sur les convictions militantes. Tout ça n'est pas exaltant d'enthousiasme.

Mais justement, « nous sommes tous concernés » semble lancer comme un avertissement ce grand film politique.

Alain TLEMCEN ■

les radios et les chaînes TV malades de la « pub »



◆ Finaude, sournoise, progressant au coup par coup, à petits pas presque imperceptibles, la publicité de marques envahit tranquillement les espaces radio et TV, déjà ouverts depuis longtemps à la publicité gouvernementale. La semi-privatisation de l'ORTF en janvier dernier a déjà levé bien des obstacles juridiques et modifié l'état d'esprit. Le reste est affaire de tact, de bon goût, de savoir-faire : il s'agit de ne pas choquer le téléspectateur en le matraquant soudainement ; il faut le prendre en (relative) douceur, au saut du lit, au seuil de la nuit, dans ses moments de mollesse et de détente. Et on s'y emploie.

Pourtant, la tentation est grande de brûler les étapes. Malgré la crise, la publicité à la radio et à la télé marche très fort : les annonceurs préfèrent délaisser les journaux avant de songer à réduire leurs campagnes audiovisuelles. La télé capte toujours 9 % des dépenses publicitaires (soit 740 M. sur un total de 9 650 M. en 1973), et les patrons de la publicité savent que la demande est encore très largement supérieure à l'offre. Car il y a encore quelques verrous : un nombre limité « d'écrans » publicitaires à la télévision ; des produits « interdits d'antenne », comme l'alcool, les tabacs, les jouets, l'édition ; et puis des tarifs un peu chers : 72 500 F en moyenne pour 30 secondes sur TF 1, et 40 000 F sur Ant. 2.

L'Echo de la Presse et de Publicité a dressé un petit inventaire pour la semaine du 2 au 8 juin 1975 : il y a eu une heure et dix minutes de pub sur TF1 et une heure et sept minutes sur Ant. 2. Le ruban bleu est détenu par les produits alimentaires (28 minutes sur chaque chaîne), suivis par les produits d'entretien, les produits de beauté et les sous-vêtements. Pas de surprise ! Les deux chaînes ont empêché près de seize millions de francs en sept jours... ce qui est grave. « Indépendantes », les chaînes ont des problèmes de finance qui les vont donc se livrer concurrence également sur le marché de la publicité dont TF1 dépend déjà à 60% (soit presque autant qu'un autre support publicitaire... le quotidien Le Figaro).

Il y a un modèle tout proche : les USA, avec leurs radios-télévisions entièrement financées par la publicité commerciale, leurs informations découpées en tranches de cinq minutes et entrelardées de messages, leurs films et séries standard de 90, 55 ou 25 minutes interrompues toutes les 8 ou 10 minutes pendant soixante secondes, au moment « psychologique » qu'ils disent, pour laisser passer l'« information » publicitaire.

En France, on n'est pas si loin du compte. A la télé, on est déjà loin du temps où la pub se contentait d'un seul « écran », vers 19 h 30 ou 20 h 30. De 18 heures à 21 h 30 (le créneau champion pour la TV), les bouillies de messages préparées par la Régie française de publicité se succèdent toutes les demi-heures jusqu'à 20 h 30. Pour l'instant, ils laissent passer le feuilleton, le débat ou le film sans l'interrompre, mais jusqu'à quand ? Une des prochaines étapes, prévue dans un an ou deux, est le « patronage » des émissions par les marques : « Grâce à Darty Réal, voici votre match de catch en direct... » — « Avec Cinzano, cherchez le Schmil-blick qui est dans la poche de Pierre Bellemar... ».

Depuis longtemps, les radios « périphériques », — qui sont en fait contrôlées en sous-main par l'Etat — sont passées maîtres dans ce genre d'exercice. Sur Radio Luxembourg, Europe et RMC, les journalistes acceptent de se laisser interrompre après cinq ou six minutes seulement de nouvelles. Mieux, ils entrent dans le jeu, inventent des formules « neutres » pour amener le message en douceur. Il faut dire que, souvent, la frontière entre le journalisme de radio-TV et la publicité (ou les « relations publiques ») est difficile à discerner : il n'y a qu'à voir Léon Zitronne, ou Philippe Bouvard à l'œuvre pour comprendre son malheur...

Philippe MARIELIE ■

A propos d'une histoire qui n'est pas encore histoire, le livre de Philippe Robrieux a le mérite d'ouvrir une brèche dans le mur de silence qui a entouré la vie de Maurice Thorez.

TS a demandé à Victor Fay, membre de la DPN du PSU, à la fois acteur et témoin de ce temps — puisqu'il a eu d'importantes responsabilités dans le mouvement international — d'apporter ici son point de vue sur cet important débat.

Il serait hypocrite de vouloir traiter le cas Thorez comme celui d'un Philippe le Bel. D'ailleurs, la controverse sur la lutte de ce dernier contre les Templiers est loin d'être épuisée. Pour examiner le rôle de Thorez, la perspective, la distanciation font encore défaut. Force nous est de constater que cette œuvre forme un curieux mélange d'une étude universitaire, reposant sur une abondante documentation... et d'une biographie romancée !

Il est toujours délicat de faire la biographie d'un personnage historique. Car deux dangers en guettent l'auteur : celui de le couper de son temps et de son milieu ; celui de l'y soumettre trop étroitement. En d'autres termes, d'accorder trop ou pas assez d'importance au rôle de l'individu dans l'histoire. Les marxistes n'ont pas échappé à ce dilemme.

Le mérite de Robrieux est de ne pas surévaluer le rôle de Thorez dans l'histoire du PCF. Peut-être l'a-t-il quelque peu sous-évalué. C'est une saine réaction contre « le culte de la personnalité » que de montrer que, malgré les apparen-

prenne sans trop de mal la greffe stalinienne. Là réside, entre autres, son originalité. Il n'a pas été un stalinien à 100 %. Il se croyait tel, il était respectueux des règles et des rites de ce monde clos, il en tirait profit mais sans jamais, même dans ses pires moments, avoir été aussi cynique et dépourvu de scrupules que tant de ses congénères.

Il était d'un conformisme exemplaire. Malgré ses préférences intimes, il a toujours appliqué les consignes de Moscou. Était-il à la merci de Staline, tenu par des secrets compromettants et honteux ? Contrairement à certaines affirmations, rien ne permet de l'affirmer. S'il a soutenu pendant quelques mois Souvarine en 1924, il s'est vite rallié à Staline. Car il était beaucoup plus proche de ce puissant chef de l'appareil que du révolutionnaire internationaliste qu'était Trotsky.

Cette « erreur » de jeunesse était bien connue et rachetée par la fidélité de toute une vie. Elle ne pouvait servir de moyen de pression. D'autres que lui et plus haut placés avaient hésité plus longtemps sans que cela nuise à leur carrière, Ma-

« La vie secrète et publique de Maurice Thorez » une biographie

Philippe Robrieux a innové. Au lieu d'étudier un personnage du passé, il a pris pour sujet de sa thèse de doctorat un dirigeant ouvrier contemporain. C'est *La vie secrète et publique de Maurice Thorez, secrétaire général pendant trente ans du parti communiste français, qu'il a sondée minutieusement pendant cinq ans, et décrite tout au long des 600 pages de son livre (Fayard, édit. Paris, 1975). Ce professeur d'histoire, ancien secrétaire des étudiants communistes en 1959-1960, avait été l'ami des fils de Thorez, ce qui lui valut d'être reçu à la table familiale. Opposant depuis 1961, il a quitté le parti en 1968.*

Œuvre d'érudition mais surtout de passion. L'auteur nous introduit dans le monde secret de l'appareil communiste français et

signale Robrieux, était celui de la quasi-totalité des dignitaires de l'ère stalinienne. Il le considérait comme allant de soi ; rien dans son comportement ne paraissait choquant à ceux qui avaient barre sur lui.

Sa fidélité n'était ni imposée ni forcée. S'il avait rompu avec le parti, il aurait réussi ailleurs. Il y avait de la place pour un jeune militant ouvrier aussi souple et doué en

fense de l'URSS et sa sécurité primant tout le reste, il fallait, même au prix d'un douloureux retournement, approuver Staline pour préserver l'avenir.

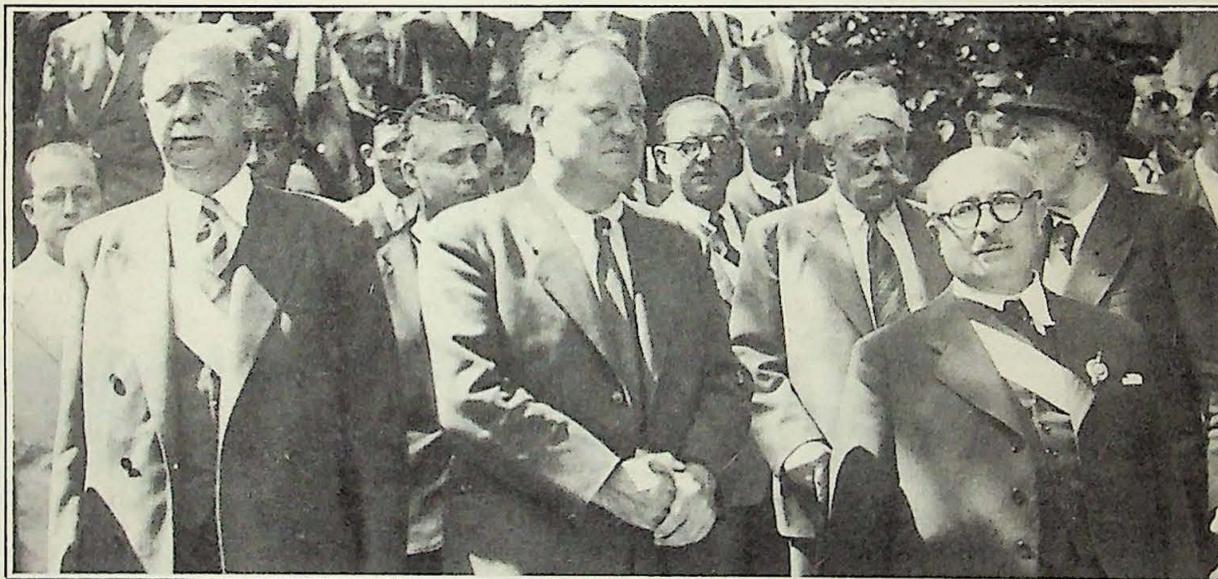
Staline a toujours raison

Comme les intérêts du socialisme et de l'URSS étaient pour lui inséparables, de même ne pouvaient être opposés les intérêts de l'URSS et de la France. D'où l'affirmation que les ouvriers français ne feraient jamais la guerre à l'URSS. D'où le consentement à l'abandon de l'action antimilitariste lors de l'accord Staline-Laval. D'où la renonciation à la conquête du pouvoir après la Libération, une telle éventualité n'étant pas admise à Yalta, lors du partage des zones d'influence.

Cette identification des intérêts soviétiques avec la cause du socialisme en France et dans le monde était un postulat pour Thorez. Tout le reste n'était qu'accidents de parcours, bavures qui ne comptaient pour ainsi dire pas. L'essentiel était de protéger le bon renom du « premier Etat socialiste », d'empêcher qu'on remue la boue sanglante des purges. Même s'il en avait connu le détail, il est peu probable qu'il aurait changé d'attitude. Les procès des dirigeants qu'il avait connus ont pu lui poser quelques problèmes. Mais le souvenir de Mirabeau, de Danton et de Pichegru lui rendait crédible la trahison de Zinoviev, de Piatakov, de Toukhatchevski.

Et puis, pour lui, Staline avait toujours raison. Il était le mainteneur des conquêtes de la révolution d'octobre, le continuateur de Lénine dans ce qui, pour Thorez, était essentiel, à savoir le pouvoir. Tout le reste était contingent.

Stalinien, il voulait l'être tout entier. Il était fier d'être considéré comme « le premier stalinien de France ». Mais il voulait être en même temps un stalinien français, adapté au terrain, intégré dans ce peuple dont il était issu. De là la tendance instinctive à infléchir, dans la mesure du possible, les consignes du Komintern pour les rendre



M. Jacques Duclos avec M. Maurice Thorez et M. André Marty.

ces, le PCF n'a jamais été « le parti de Maurice Thorez ». De là à présenter son héros presque comme un anti-héros, comme un homme doué mais faible et sans caractère, fabriqué de toutes pièces par l'appareil du Komintern, la distance est grande. Façonné, modelé, Thorez l'a certainement été, comme tant d'autres plus forts que lui (tels Dimitrov et dans un autre registre Togliatti), mais il a toujours préservé ce quelque chose de particulier qui lui venait de ses origines et de son milieu.

Sa première formation guesdiste, de filiation lassallienne, l'a prédisposé à privilégier les tâches d'organisation et à vivre sur des schémas politiques simplistes. Le terrain était donc préparé pour que

noulsky en premier lieu. Pouvait-on lui reprocher son manque de vélocité lors de son arrestation en 1929 au château d'Achères ? Faute vénielle, vite oubliée ! Sa bâtardise ? Il en était fier ! Sa sortie de la prison de Nancy en payant la caution, malgré l'interdiction du parti ? Le sachant précautionneux, nous pensons qu'il avait obtenu le consentement, pour le moins tacite, de Moscou. N'oublions pas qu'il s'agissait alors d'éliminer le groupe Barbé-Celor de la direction et que, dans ce contexte, son élargissement favorisait les desseins du Komintern.

Sa vie familiale était rangée, sa séparation d'avec Auréole, sa première femme, a eu lieu sans trop d'éclat. Son mode d'existence, que

d'autres endroits de l'échiquier politique français. Ce n'est pas par arrivisme qu'il s'est soumis à l'appareil stalinien, qu'il a accepté sans broncher humiliations et avanies. Sa fidélité était déterminée par sa conception du chemin du socialisme. Pour lui, les intérêts de l'URSS et du socialisme se sont identifiés une fois pour toutes, d'où son attitude constante de soutien inconditionnel de l'URSS.

Même si, parfois, une distorsion pouvait se faire jour, elle n'était qu'apparente, tout au plus passagère. Il fallait donc, sans hésiter, sacrifier les objectifs jugés secondaires à l'intérêt de l'URSS. Tel fut le cas du pacte germano-soviétique qui mettait en cause la politique antifasciste du Komintern. La dé-

passionnée

par Victor FAY

international. Son avantage est d'avoir recueilli les témoignages d'anciens militants encore vivants. Son défaut, de ne pas indiquer toutes ses sources. Or, plusieurs des témoignages auxquels il se réfère sont contestables ou douteux ce qui l'amène à commettre un certain nombre d'inexactitudes et d'erreurs.

Traiter à chaud un aussi vaste sujet comportait des risques inévitables. Thorez appartient certes à l'histoire mais aussi à l'actualité politique. Parler de lui avec un recul suffisant paraît impossible. Trop de passion s'en mêle, trop d'amour, trop de haine. Robrieux reconnaît lui-même qu'il a admiré puis détesté son héros. Des séquelles de cette admiration et de sa déception apparaissent entre les lignes de l'ouvrage.

applicables en France, à atténuer ce qu'elles avaient de plus intolérables. C'est ainsi que chaque fois qu'une orientation plus ouverte et plus souple était adoptée, il s'y jetait à corps perdu, retrouvant son allant, son impact sur les masses.

Car c'était un authentique homme des masses, à la différence des pâles bureaucrates élevés dans le sérail du Komintern. D'ailleurs, le choix était limité lors de son accession au secrétariat général du PCF. C'était lui ou Doriot. Ce dernier ayant fait preuve d'insubordination, il a bien fallu se rabattre sur Thorez. Le choix s'est avéré judicieux. Une catastrophe a été ainsi évitée, comme l'a prouvé l'évolution ultérieure de Doriot.

Bien entendu, Thorez n'a jamais osé dire non à Staline. C'était pour lui inconcevable. Mais il savait « interpréter » les consignes. En politique culturelle, il n'a jamais appliqué les directives de Jdanov. En période de sectarisme, il a su éviter le pire jusqu'au pacte germano-soviétique qui a entraîné sa désertion, à son corps défendant, et la dissolution du parti.

Droitier de tempérament et de conviction, il a fait du gauchisme quand il ne pouvait pas faire autrement. Son souci principal était de sauvegarder l'organisation ou plutôt l'appareil du parti. Les pertes, les reculs, c'était pour lui des péripéties inévitables. Il fallait faire face, manœuvrer en retraite, jusqu'à ce que se présente une occasion favorable pour reprendre le terrain perdu et avancer.

à l'image d'un chef d'Etat

Il préférait l'action légale, parlementaire, voire gouvernementale. Il se complaisait dans le rôle de ministre, de vice-président du Conseil. Chef d'un grand parti, il exerçait son pouvoir à l'image d'un chef d'Etat, en imposant une stricte hiérarchie des responsabilités et des honneurs.

Robrieux souligne cette préférence intime pour le légalisme

qui, avec le front populaire, prend consistance et vigueur. L'initiative venait-elle de Fried, délégué du Komintern en France, de Thorez ou de plus loin et de plus haut ? Dans l'état de centralisation absolue du pouvoir, un tournant d'une telle envergure n'était possible qu'avec l'approbation, sinon sur l'initiative, de Moscou. Une fois le tournant stratégique pris, la tactique pouvait être nuancée sur le terrain et là les suggestions de Fried, et les proposi-

Moscou. Une fois Staline disparu, tout un mode de vie et de direction était mis en question, désavoué et condamné.

C'était plus que Thorez ne pouvait admettre. Sa rancune contre Khrouchtchev, sa préférence pour Molotov étaient évidentes. Pour la première fois, il a dû dissocier l'URSS de son dirigeant, défendre l'une contre l'autre. Tragique dilemme dont il s'est tiré, tant bien que mal, en louvoyant, en cherchant le soutien de Mao et de Hodja, en accroissant sa propre autonomie d'action. Mais il était trop tard pour changer. Prisonnier de son passé stalinien, figé dans son immobilisme aggravé encore par l'infirmité, Thorez n'a pu que contenir son hostilité à la déstalinisation qui impliquait le désaveu de son propre comportement.

contre les khrouchtchéviens français

Se croyant menacé dans son pouvoir, habitué à considérer le PCF comme « son parti », il a pris des mesures contre Servin et Casanova, contre Pronteau, Kriegel-Valrimont et tant d'autres, qui, après la publication du rapport « attribué » à Khrouchtchev, essayaient de mettre la pendule du PCF à la nouvelle heure de Moscou. Leur échec et celui de Robrieux lui-même, à l'époque secrétaire des étudiants communistes, était dû, comme celui de Khrouchtchev lui-même, à l'impossibilité de limiter la réforme intérieure à des



Au 50e anniversaire de la fondation du PC : Marcel Cachin, Maurice Thorez, Jacques Duclos et André Marty.

tions de Thorez, devenaient admissibles.

On a eu tendance à exagérer le rôle de Fried qui diminuait au fur et à mesure que grandissait l'influence du parti et, avec elle, la carrure politique de Thorez. On peut dire, en tout cas, qu'ils s'entendaient bien, se complétaient, qu'ils formaient une équipe cohérente. La guerre a mis fin à cette collaboration.

Après son amnistie et son retour triomphal en France, son influence et son pouvoir dans le parti ont encore augmenté. Tant que Staline vivait, Thorez se contentait d'en être le mandataire pour la France, d'exécuter les consignes. C'est ainsi que l'éviction de Marty et de Tillon ne pouvait être décidée qu'à

demi-mesures, appliquées au sommet de l'appareil du parti.

Tout en s'accrochant au passé révolu, tout en freinant comme il a pu la déstalinisation, tout en frappant les « khrouchtchéviens français », il sentait le changement inévitable et chargeait Waldeck Rochet, son successeur, dont il appréciait la prudence paysanne, de le mener à bonne fin. Il a voulu que « son » parti reste conforme au modèle stalinien. Il y est en grande partie parvenu, puisque, onze ans après sa mort, le PCF, s'il a assoupli, dans une certaine mesure, sa politique, reste aussi rigide dans ses structures internes.

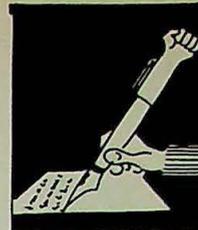
Peut-on reprocher à Thorez d'avoir publié, sur la suggestion du

Komintern, son *Fils du Peuple* qu'on a rebaptisé malicieusement « *Fils du Parti* » ? En dictant le récit de sa vie à l'ami de toujours qu'a été Jean Fréville, il n'a fait qu'anticiper sur la pratique courante actuelle. Fréville, écrivain de talent pourvu d'une vaste culture internationale, s'est contenté du rôle ingrat de *rewriter*, en s'efforçant de se tenir le plus près possible du texte oral. Quant à son secrétaire, chargé de recopier et de mettre au propre le manuscrit, son apport a été négligeable sinon nul. Il est regrettable que Robrieux n'ait pas confronté, après la mort de Fréville, avec d'autres témoignages, plus véridiques, celui de ce secrétaire abusif.

En s'attaquant à la vie d'un leader communiste, Robrieux a ouvert les portes de l'Université à des études où le recul du temps ne pouvait pas jouer. Il faudra attendre plusieurs années encore pour qu'une biographie plus sereine et plus complète — après l'ouverture des archives du Kremlin — sinon moins engagée, nous permette de mieux mesurer la véritable dimension de cet ancien ouvrier, devenu, à force de travail et d'étude, le leader d'un grand parti de masse.

Regrettons que certaines lacunes, inévitables au stade actuel de notre information, soient comblées par des déductions et extrapolations parfois excessives. Thorez n'avait rien d'un Hamlet, s'il hésitait, c'est en présence de problèmes concrets qu'il n'osait pas trancher. C'est pourquoi certaines explications psychologiques paraissent superflues. Il aurait mieux valu que l'auteur dise carrément que, dans certains cas, les motivations de la conduite de Thorez lui échappent. Robrieux a saisi à bras-le-corps un sujet explosif et neuf. Sans en faire une étude exhaustive, il a contribué à la connaissance de la personnalité de Thorez et des coulisses du Komintern.

Victor FAY





Lettre de Lisbonne : l'attente

◊ Ce matin, l'A.G. du MFA s'est réunie à l'Institut de Préparation Militaire, rue Necessidad, dans l'amphithéâtre ultra-moderne, celui qui servait de salle de conférence à l'Etat-Major sous Marcello Caetano. Il y avait à la tribune des principaux membres du Conseil de la Révolution : le président Costa Gomes, le premier ministre, Vasco Goncalves, le chef du COPCON, Otelo de Carvalho, le chef de l'Etat-Major de l'armée de terre, le général Sábalo et l'amiral Rosa Cutinho.

A leur gauche, les secrétaires de l'assemblée, parmi lesquels le capitaine Manuel Duran Clemente et l'adjudant Mauricio Levy, qui étaient intervenus au nom du MFA à la fête du PSU. Devant eux, l'assemblée générale du Mouvement : officiers, sergents et soldats (60 pour la marine, 60 pour l'armée de l'air, et 120 pour l'armée de terre).

Un ordre du jour chargé était distribué au début de la réunion, comprenant les thèmes de discussion, les noms des rapporteurs, les minutages pour les rapports et les discussions. Tous les problèmes importants doivent être abordés : la situation politique, le rôle du COPCON, la situation en Angola. Mais le thème central des débats sera le problème de la liaison du



Les locaux de Radio Renaissance : une autre voix...

MFA et du peuple. Un projet réformiste, soutenu essentiellement par le PC et des comités de Défense de la Révolution, qui fait des partis politiques les interlocuteurs prioritaires de l'Armée, et deux projets des conseils révolutionnaires des travailleurs lancés par le PRP-VR qui ne tiennent pas compte de la conscience politique actuelle des masses. Une autre proposition semble gagner en force, celle que soutient surtout le MES ; la généralisation d'assemblées comportant des commissions de travailleurs, de locataires, et de casernes, exer-

çant un pouvoir de contrôle politique sur l'appareil d'Etat local, et constituant déjà une forme de pouvoir populaire.

Cette troisième proposition est d'ores et déjà mise en pratique dans certaines casernes, en particulier celle du premier Régiment de Génie de Pontinha : dans le prochain numéro de TS, nous publierons un reportage complet sur une de ces assemblées.

Pour le moment, tout le pays a les yeux tournés vers cet étonnant aéropage de militaires. A l'heure où la crise économique se fait de plus en plus mena-

çante, où les partis politiques demeurent de plus en plus divisés — comme l'a prouvé l'affaire du Republica — où les décisions du gouvernement sont de plus en plus souvent remises en cause, comme dans l'affaire de **Radio-Renaissance**, tout le monde se demande si, de cette assemblée, sortira un projet pour résoudre la crise actuelle et réaliser l'unité du mouvement populaire et des forces les plus progressistes du MFA, marquant une étape décisive dans le processus révolutionnaire.

J. PATERNAT ■
Le 8 juillet 1975

ARGENTINE : Isabel a cédé



"Le dernier tango d'Isabel Peron avec la c.g.t.

INDE : le holà d'Indira



cette sacrée vache...



Comores : la gifle



MM. Abdallah et Stasi signant la déclaration commune sur l'accès des Comores à l'indépendance. Mais c'était en 1973. Comme le temps passe...

◆ A force d'atermoiements, la France a reçu son petit camouflet version 1975 dans l'océan indien : l'archipel des Comores a déclaré « unilatéralement » l'indépendance : Giscard a fait connaître qu'il accueillait la nouvelle... « avec sérénité ». Mais, si l'affaire n'est pas bien grave, elle est finalement bien ennuyeuse. D'abord parce que la France avait bien l'intention d'ob-

tenir le droit de construire à Mayotte ou à Moroni une base militaire destinée à servir de point d'appui à sa petite flotte de prestige dans l'océan indien.

Ensuite parce qu'une bonne partie du Parlement, du centre-gauche à l'extrême-droite, s'est pris d'une affection tardive pour de dernier carré de l'empire qu'est l'île de Mayotte. Pensez : 70 % des 40 000 habitants de l'île

(sur les 350 000 Comoriens) ont voté pour la France lors du dernier référendum.

Qu'on ait « bradé » les pays où l'armée française collectionnait les rebuffades, passe encore. Mais qu'on abandonne sans plus de procès une île qui veut « rester française », envers et contre tout, voilà qui passe soudain la mesure et a réveillé les vieilles nostalgies coloniales.

C'est donc la « volonté populaire » française — dans la logique du pouvoir, c'est ce que représente le Parlement — qui serait bravée dans cette affaire, puisque l'Assemblée venait de revenir sur ses anciennes décisions, et d'obliger le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Stirn, à organiser de nouvelles consultations « île par île ». Comme dit Jean Ferniot sur RTL, avec un aplomb inimitable : « **Le gouvernement va-t-il se laisser faire, simplement pour ne pas faire de peine aux émirs et aux rois du pétrole** ».

Enfin, il y a les positions françaises dans cette partie du monde, qui n'en finissent pas de s'effriter. A Madagascar, ce n'est plus comme avant ; à Djibouti, ça ne pourra pas durer longtemps ; aux Comores... Eh bien, aux Comores, il y a un nouveau chef de l'Etat qui s'appelle Ahmed Abdallah, qui se donne actuellement une petite auréole de « nationaliste » mais qui présente par ailleurs toutes les garanties de francophonie militante, de compréhension pour les intérêts de l'occident, de conviction capitaliste... et il faudra bien discuter avec lui, pour sauver les meubles. S'il en était autrement, les Réunionnais pourraient soudain se sentir bien seuls... et jeter la départementalisation à la mer. Il n'y a qu'une seule solution !

PH.M. ■

Sahara occidental : le Djibouti de l'Afrique de l'ouest

◆ Plus que jamais l'Espagne cherche à garder la main mise sur la partie du Sahara qu'elle administre : les très riches gisements de phosphates, découverts il y a une dizaine d'années, constituent les plus importantes réserves du monde : 3,3 milliards de tonnes. Leur exploitation profite à Madrid, bien sûr, mais aussi aux compagnies pétrolières américaines (Standard Oil et Gulf Oil) intéressées par les dérivés chimiques du phosphate, et même au groupe Paribas par le biais de la Société Fos-Boucras. D'autres sources de profit ne sont pas à négliger : les réserves de fer à haute teneur (65 %) et la pêche aux homards.

Le pillage de ces richesses s'est fait jusqu'à présent dans le cadre d'une domination coloniale claire et nette :

— prolétarianisation d'une partie de la population nomade exploitée dans les mines, et constitution d'une réserve de main d'œuvre dans la capitale (El Aioun) ;

— peuplement du pays par l'immigration d'Espagnols et de ressortissantes des Canaries ;

— omniprésence de l'armée : 60 000 hommes, pour une population de 70 000 Saharouis et de 10 000 Espagnols.

Cette domination a dû se renforcer dernièrement pour lutter contre les soulèvements, les grèves, et pour se prémunir contre une éventuelle agression marocaine.

L'ensemble des pays voisins s'intéressent en effet aux richesses de ce territoire : la Mauritanie et le Maroc revendiquent l'annexion pure et simple, ce dernier envisageant même un coup de force. L'Algérie reste plus

nuancée ; pouvant difficilement défendre géographiquement l'annexion, elle s'intéresse davantage à la progressive réouverture vers l'océan atlantique pour ses mines de fer de Gare Djebilet, ouverture que lui refuse aujourd'hui le Maroc. Aussi son soutien au POLISARIO (Front Populaire pour la libération de Saguia el Hamra et du Rio de Oro) n'est pas des plus désintéressés : il sera plus facile de négocier avec ce petit pays.

Au Maroc, Hassan et son opposition réformiste — divisée, celle-ci ne s'accorde que sur ce point ! — réclament l'annexion. Alger se méfie d'une solution imposée par l'Espagne et demande un référendum qui fera ressortir la bonne implantation du POLISARIO. Nouakchott n'est pas très bavard, réaffirme sa volonté d'annexion mais reste sans doute gêné par la position en faveur du POLISARIO prise par son opposition qui s'organise.

Au Sahara, le PUNS, mouvement d'opposition toléré par Madrid, vient de voir son chef faire acte d'allégeance auprès d'Hassan. Le FLU — Front pour la Libération et l'Unité — n'est qu'un mouvement de mercenaires soutenu par Rabat. Seul, le POLISARIO présente, par son implantation chez les Saharouis et son manifeste politique, une certaine crédibilité. Révolutionnaire, anti-impérialiste, il dénonce à la fois les visées annexionnistes des pays voisins et les tentatives néo-coloniales s'appuyant sur une troisième voie.

Il est permis toutefois de se demander quelle autonomie pourra conserver un tel mouvement, s'appuyant sur une population locale peu nombreuse, dans un contexte arabe où les pluralismes nationaux n'excluent pas le recours à la force et face à un impérialisme qui se fera fort de trouver la solution néo-coloniale adaptée à ce Djibouti de l'Afrique de l'Ouest. ■

Italie : trois jours de marche pour Lazagna à Fossano-Piemont

A l'initiative des conseils d'usines occupées du Piémont et de Lombardie, et de la commune de Dario Fo, une marche de trois jours a été organisée pour réclamer la libération de Giambattista Lazagna,

ancien commandant partisan incarcéré depuis neuf mois à la prison de Fossano. Le dimanche 7 juillet, des milliers d'anciens partisans, des représentants des syndicats et partis ouvriers — du Parti

radical aux groupes extra-parlementaires — se sont retrouvés près de la prison. Pour la première fois, des résistants français et autrichiens étaient aux côtés de leurs camarades italiens, devant une pri-

son où est enfermé celui qui symbolise tous les prisonniers politiques détenus en Italie. Le PSU était représenté à cette marche. ■

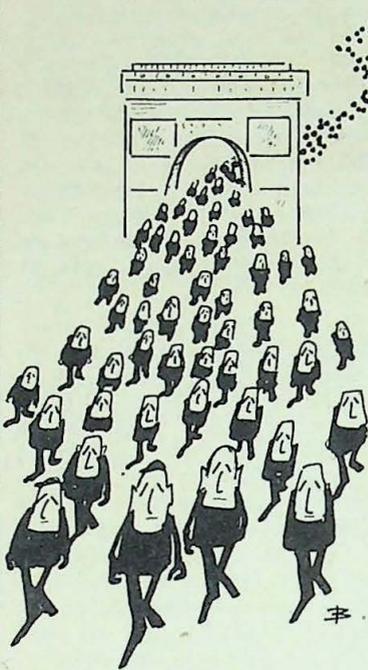
Barou d'honneur

Voilà, cette fois, on ne châtre plus Barou. Barou qui, avec une constance « incroyable », nous ravitaille en dessins à la petite semaine, au jour le

jour, pour pas un rond, pour pas une colère. Barou d'honneur, Barou pleine page, Barou sans entraves ni censure.

L'EQUIPE DE TS RECONNAISSANTE ■

14 juillet 1975.
un triomphe pour giscard.



Le défilé des 1.200.000 chômeurs.



BAROU.
14 juillet 1975.

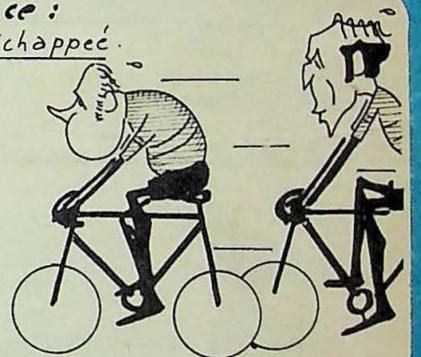
Pour le 14 juillet, un soldat comme invité dans chaque famille.



BAROU.

massu...

Tour de France:
carlos réussit une échappée.



Le peloton emmené par poncia chasse furieusement.

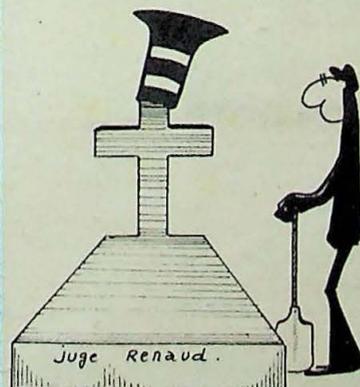
bah!
c'est un
zinzin

au secours



BAROU.

c'était le meilleur moyen
pour enterrer des affaires
bien gênantes!



BAROU.

finie la radio
de (L'episc)papat



BAROU.